

Ministère du Plan et de la  
Coopération



Projet « Appui à la Stratégie de  
Réduction de la Pauvreté »  
(ASRP)

Coopération Technique  
Allemande (GTZ)

# Les effets des différentes formations initiées par le projet ASRP/GTZ

## Rapport final

Mai 08

Ahmedou TALL  
Consultant **WAC**  
Tél : 60 33 95 36 / 64 35 19 14

## **Abréviations**

AFD	: Agence Française de Développement
AGEVAL	: Association Guinéenne des Evaluateurs
ASRP	: Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
BAD	: Banque Africaine de Développement
BM	: Banque Mondiale
DESM	: Division des Etudes et Stratégies Macroéconomiques
DNP	: Direction Nationale du Plan
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EIBEP	: Enquête Intégrale de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté
FMI	: Fonds Monétaire International
GTZ	: Coopération Technique Allemande
MSEGUI	: Modèle de Simulation pour l'Economie Guinéenne
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAM	: Poverty Alleviator Measurement System
PCFP	: Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
SIG	: Système d'Information Géographique
SRP	: Stratégie de Réduction de la Pauvreté
TRE	: Tableaux Ressources Emplois
UE	: Union Européenne

## Table des matières

<b>1</b>	<b><u>INTRODUCTION</u></b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b><u>APPROCHE METHODOLOGIQUE</u></b>	<b>7</b>
2.1	REVUE DOCUMENTAIRE ET REVISION DU QUESTIONNAIRE	7
2.2	DEROULEMENT DES ENQUETES DANS LA REGION DE LABE ET A CONAKRY	7
2.3	DEPOUILLEMENT DES QUESTIONNAIRES ET REDACTION DU RAPPORT	8
<b>3</b>	<b><u>JUSTIFICATION DU PROJET ET PERTINENCE DES ACTIONS DE FORMATION</u></b>	<b>9</b>
3.1	CONTRAINTES IDENTIFIEES DANS LE PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA SRP	9
3.1.1	PROCESSUS D'ELABORATION DU DSRP 1 ET DE SA MISE EN ŒUVRE	9
3.1.2	PROCESSUS D'EVALUATION DU DSRP 1 ET D'ELABORATION DU DSRP 2	10
3.2	PERTINENCE DES ACTIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES PAR RAPPORT AUX CONTRAINTES	11
3.2.1	THEMES DE FORMATION REALISES PAR LE PROJET	11
3.3	THEMES DE FORMATION SUIVIS EN FONCTION DU TYPE DE PARTICIPANTS	15
<b>4</b>	<b><u>APPRECIATION DE LA QUALITE DES THEMES DE FORMATION</u></b>	<b>18</b>
4.1	APPRECIATION GENERALE DE LA QUALITE DES THEMES	18
4.2	APPRECIATION SELON LA STRUCTURE D'APPARTENANCE DES PARTICIPANTS	20
4.3	APPRECIATION PAR LES MEMBRES DES STRUCTURES DE LA SRP	21
<b>5</b>	<b><u>EFFETS DES FORMATIONS</u></b>	<b>23</b>
5.1	EFFETS DES FORMATIONS SUR LES ACTIVITES LIEES AU PROCESSUS DE LA SRP	23
5.1.1	EFFETS GLOBAUX DES FORMATIONS SUR LE PROCESSUS DE LA SRP	23
5.1.2	NIVEAU D'IMPLICATION PAR TYPES D'ACTEURS	23
5.1.3	EFFETS DES FORMATIONS SUR LES MEMBRES DES STRUCTURES DE LA SRP	24
5.1.4	EFFETS DES FORMATIONS SELON LE TYPE DE PARTICIPANT	27
5.2	AMELIORATION DU NIVEAU DE QUALIFICATION POUR UNE MEILLEURE PARTICIPATION AU PROCESSUS	29
5.2.1	NIVEAU D'AMELIORATION GLOBAL DE LA QUALIFICATION DES BENEFICIAIRES	29
5.2.2	NIVEAU D'AMELIORATION DE LA QUALIFICATION DES BENEFICIAIRES SELON LEUR ORIGINE	30
5.2.3	NIVEAU D'AMELIORATION DE LA QUALIFICATION DES MEMBRES DES STRUCTURES DE LA SRP	31
5.3	EFFETS DES FORMATIONS SUR LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES DES PARTICIPANTS	33
5.3.1	EFFETS GLOBAUX DES FORMATIONS SUR LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES DES PARTICIPANTS	33
5.3.2	EFFETS DES FORMATIONS SUR LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES SELON L'APPARTENANCE DES PARTICIPANTS	34
5.3.3	EFFETS DES FORMATIONS DES MEMBRES DES STRUCTURES DE LA SRP	37
5.4	EFFETS DES FORMATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DES PARTICIPANTS	39
5.4.1	EFFETS GLOBAUX DES FORMATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DES PARTICIPANTS	39
5.4.2	EFFETS DES FORMATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DES PARTICIPANTS SELON LEUR ORIGINE	41
5.4.3	EFFETS DES FORMATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DES MEMBRES DES STRUCTURES DE LA SRP	43
<b>6</b>	<b><u>FORCES ET FAIBLESSES CONSTATEES PAR LES PARTICIPANTS</u></b>	<b>45</b>
6.1	FORCES CONSTATEES	45
6.1.1	DEVELOPPEMENT D'UNE EXPERTISE NATIONALE ET LOCALE DANS DES SECTEURS LIES A LA SRP	45
6.1.2	MEILLEURE IMPLICATION DES OSC DANS LE PROCESSUS DE LA SRP	45

6.1.3	MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES PREOCCUPATIONS DES PAUVRES DANS LE DSRP 2 .....	46
6.1.4	DUPPLICATION DES EFFETS DES FORMATIONS DANS L'ENVIRONNEMENT DES ORGANISATIONS INTERMEDIAIRES .....	46
<b>6.2</b>	<b>FAIBLESSES CONSTATEES .....</b>	<b>46</b>
6.2.1	ABSENCE D' ACTIONS DE FORMATION AU PROFIT DES DECIDEURS POLITIQUES.....	47
6.2.2	FAIBLESSE DE L' APPUI INSTITUTIONNEL AU SECRETARIAT PERMANENT DE LA SRP <b>ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.</b>	
6.2.3	AU NIVEAU LOCAL, FAIBLESSE DES ACTEURS ET MECONNAISSANCE DU CHAMP D' ACTION DE LA GTZ	47
<b>7</b>	<b><u>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</u></b>	<b>48</b>
<b>8</b>	<b><u>ANNEXES .....</u></b>	<b>50</b>
<b>8.1</b>	<b>TERMES DE REFERENCE DE LA MISSION .....</b>	<b>51</b>
<b>8.2</b>	<b>TABLEAU SYNOPTIQUE DES DIFFERENTES FORMATIONS.....</b>	<b>55</b>

# 1 Introduction

En Guinée, la dernière décennie a été marquée par un approfondissement de la pauvreté. Presque 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Pour inverser la tendance et faciliter de façon durable, l'accès des populations aux services sociaux de base et à un accroissement des ressources, la Guinée s'est engagée dans la mise en œuvre d'une approche intégrée devant servir de cadre à toutes les interventions dans le domaine du développement. Cette approche s'est traduite par l'élaboration du DSRP 1 en janvier 2002. Ce document cadre était conçu pour servir de référence à tous les bailleurs de fonds et permettre d'atteindre l'initiative PPTTE, afin que le pays puisse bénéficier d'un allègement de sa dette. Sa mise en œuvre fut dès le début confrontée à des contraintes dont : i) la faible implication des acteurs non étatiques, particulièrement les bénéficiaires directs au processus, ii) le faible niveau des différents acteurs impliqués dans le processus au niveau de la conception, du pilotage et du suivi, et iii) la faible prise en compte de la mauvaise gouvernance dont les effets ont anéanti tous les efforts. Ces défaillances ont entraîné la suspension du pays à l'initiative PPTTE.

Pour lever ces contraintes, la Guinée a engagé en 2006 un processus d'évaluation du DSRP, et de sa mise en œuvre qui a abouti à l'élaboration d'un DSRP 2. Ce processus qui s'est achevé au mois de juillet 2007 a coïncidé avec l'arrivée d'une nouvelle équipe gouvernementale de consensus, issue des accords qui ont mis fin aux événements des mois de janvier et février 2007. Au mois de décembre de la même année, ce nouveau gouvernement a pu conclure avec les institutions de Brettons Woods un programme formel d'une période de 6 mois pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTTE.

La Coopération Allemande, dans son appui l'Etat pour enrayer la pauvreté et faciliter l'accès des populations à un meilleur cadre de vie, a accompagné tout ce processus par la mise en place d'un projet « Appui à la Stratégie de Réduction de la pauvreté ». Son objectif est d'assister les décideurs et experts guinéens chargés de la coordination de la stratégie de réduction de la pauvreté, d'élaborer des méthodes et des instruments appropriés pour appuyer une formulation cohérente et une mise en œuvre bien ciblée de leurs stratégies. Pour assurer la qualification des cibles intermédiaires (cadres de l'administration et organisations de la société civile) impliqués dans le processus de la SRP au niveau national et régional<sup>1</sup>, le projet a initié 11 ateliers de formations dans des thèmes liés aux différentes approches méthodologiques de la SRP, aux politiques macroéconomiques, à la bonne gouvernance et au Développement Economique Local (DEL).

En juin 2006, une première mission d'évaluation des effets de ces différentes formations, sur la participation de ces cibles intermédiaires au processus de la SRP, sur leurs activités professionnelles et sur leur environnement, a été réalisée. Celle-ci a débouché sur des conclusions pertinentes qui ont permis de mesurer certains aspects de l'impact du projet.

---

<sup>1</sup> Région administrative de Labé

Le présent rapport est le résultat de la deuxième évaluation qui s'est déroulée courant mars et avril 2008, un peu moins de deux ans après la première mission et l'extension des actions de formation dans la Région Administrative de Labé. S'articule en six parties : i) l'approche méthodologique, ii) la justification du projet et la place de la formation, iii) l'appréciation de la qualité des formations, iv) les effets des formations, v) les forces et faiblesses constatées par les participants, et iv) la conclusion et les recommandations.

## **2 Approche méthodologique**

L'approche méthodologique utilisée en 2006 pour réaliser la première mission d'évaluation des effets a été reproduite. Il s'agit de collecter les rapports d'évaluation du DSRP 1 plus ceux des différentes formations et l'utilisation de la version mise à jour du questionnaire devant servir de support aux différents entretiens avec les bénéficiaires.

### **2.1 Revue documentaire et révision du questionnaire**

La revue documentaire s'est essentiellement déroulée à Conakry. Il s'agit de collecter i) la documentation liée au projet ASRP (présentation du projet, rapport périodique, rapports d'évaluation, etc.), ii) les rapports d'évaluation du DSRP 1 élaborés par le Secrétariat Permanent de la SRP et les autres bailleurs de fonds telle que la Banque Mondiale, iii) les rapports des différentes formations initiées par le projet ASRP, et iv) toute documentation utile.

La revue de cette importante documentation a permis au consultant de mieux cerner le contexte de cette présente mission d'évaluation des effets et c'est dans ce cadre qu'il a procédé à une révision du questionnaire qui a été utilisé lors de la première mission d'évaluation des effets en 2006. Il ne s'agissait pas ici, de changer fondamentalement le contenu du questionnaire, mais, d'élargir et de compléter certains aspects, Il fallait par contre, tenir compte des préoccupations qui ont été soulevées dans les différents rapports d'évaluation du DSRP 1.

### **2.2 Déroulement des enquêtes dans la région de Labé et à Conakry**

A la suite de la validation du questionnaire avec l'équipe technique de l'ASRP à Conakry, le consultant a démarré la mission d'enquête par la Région Administrative de Labé. Celle-ci s'est déroulée du 19 février au 05 mars 2008. Elle était couplée avec une autre mission sur « l'évaluation des besoins en renforcement des capacités (formation et équipement) de la Direction Régionale du Plan de Labé et des 5 Directions Préfectorales ». Dans les 5 préfectures de la Région Administrative, l'échantillon à enquêter était constitué des 30 bénéficiaires des formations DEL et qui n'ont pas été affectés en dehors de la Région Administrative. Leur disponibilité a fait que cette partie de la mission se soit déroulée dans les meilleures conditions et dans les délais impartis.

Par contre au niveau de Conakry, les enquêtes se sont déroulées dans un temps qui dépasse largement le délai prévu. En dehors des bénéficiaires du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan et ceux du Secrétariat Permanent de la SRP qui comprennent parfaitement l'objectif ciblé par la présente étude, la mobilisation des autres bénéficiaires s'est déroulée dans des conditions un peu difficiles. L'approche préconisée dès le départ consistait à ce que le consultant lui-même, mène les enquêtes ; car ce fut le seul moyen de poser des questions subsidiaires non incluses dans le questionnaire et collecter en même temps les commentaires des bénéficiaires qui constituent généralement une autre forme de manifestation des effets ou des suggestions et recommandations assez intéressantes à collecter.

### 2.3 Dépouillement des questionnaires et rédaction du rapport

Le dépouillement s'est déroulé dans les locaux du bureau. Il a été procédé au préalable à une revue globale de tous les questionnaires avant de passer à la codification des réponses. Par la suite toutes les données ont été saisies dans une maquette conçue à cet effet avec le logiciel de traitement de données statistiques CS Pro.

Pour disposer de tableaux plus exploitables et capables d'être traités en Excel, les résultats produits par CS Pro ont été transposés dans un autre logiciel dénommé SPSS qui facilite l'interprétation économique des phénomènes statistiques.

Ce sont ces résultats qui ont servi de données pour l'élaboration du présent rapport.

Ainsi, 101 bénéficiaires ont été enquêtés. Selon le tableau 1 ci-dessous, les hommes sont dominants. Ils sont au nombre de 85 et représentent 84,2% de l'échantillon.

**Tab. 1 Répartition pas sexe des bénéficiaires enquêtés**

Sexe	Fréquence	Pourcentage
Masculin	85	84,2
Féminin	16	15,8
Total	101	100,0

Les données du tableau 2 ci-dessous fournissent la taille des bénéficiaires enquêtés selon le lieu de résidence. Ainsi, les 72,3% (73 bénéficiaires enquêtés résident à Conakry).

Les autres sont répartis comme suit :

- La ville de Labé : 11 représentant 10,9% ;
- Mali : 5 (5%) ;
- Lélouma : 3 (3%) ;
- Tougué : 4 (4%) ;
- Koubia : 5 (5%).

**Tab. 2 Répartition des bénéficiaires enquêtés selon le lieu de résidence**

Lieu de résidence	Fréquence	Pourcentage
Conakry	73	72,3
Labé	11	10,9
Mali	5	5,0
Lélouma	3	3,0
Tougué	4	4,0
Koubia	5	5,0
Total	101	100,0

### **3 Justification du projet et pertinence des actions de formation**

#### **3.1 Contraintes identifiées dans le processus de mise en œuvre de la SRP**

Durant tout le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté qui a été enclenché en 1999, plusieurs contraintes ont été identifiées.

##### **3.1.1 Processus d'élaboration du DSRP 1 et de sa mise en œuvre**

Le processus d'élaboration du DSRP a été entièrement piloté par le Gouvernement. Au début, ce dernier n'a bénéficié d'aucun appui. C'est une équipe de cadres des ministères des finances et du plan qui a synthétisé les documents de stratégies conçus par les autres départements sectoriels pour élaborer le document intérimaire en 1999. Par la suite, entre 2000 et 2001, le gouvernement a engagé une concertation avec les autres composantes de la société (société civile, secteur privé, les communautés de base et partenaires internationaux) pour approfondir la réflexion autour des axes qui ont été retenus. Les rencontres étaient organisées sous formes de groupes de travail multipartites et ateliers spéciaux au niveau régional et national.

Au niveau des groupes de travail qui étaient essentiellement organisés à Conakry, des quotas pour tous les partenaires ont été prédéfinis par les autorités et dans lesquels les organisations de la société civile étaient faiblement représentées. En dehors de l'impact du nombre assez réduit, les personnes ressources mobilisées par ces organisations avaient un niveau très faible ; d'où leur difficulté à concevoir des propositions structurées pour exprimer leurs points de vue. D'autres problèmes ont été identifiés : il s'agit par exemple de la disponibilité des documents de travail. Dans la majorité des cas, c'est dans la salle que les participants accèdent à la documentation afférant à la rencontre. Dans ces conditions, il leur était impossible de participer avec efficacité aux travaux.

A l'intérieur du pays, les communautés dans la majorité des cas conservent encore certaines séquelles du dirigisme politique de la Première République. Il leur est difficile de soutenir une position contraire ou de faire des remarques sur les options économiques du gouvernement. C'est ainsi que tous les ateliers qui se sont déroulés à l'intérieur du pays ont plus servi à avaliser les options déjà définies dans le document plutôt que de les améliorer.

S'il est vrai que les groupes thématiques étaient composés par des représentants de l'administration, des organisations de la société civile et des partenaires au développement, il n'en demeure pas moins que ceux-ci n'ont pas toujours procédé à des institutions auprès de leurs mandants et encore moins, cherché à prévaloir l'avis de leurs structures d'origine sur des questions importantes. Quant ils participaient aux travaux, ce sont leurs propres opinions et non ceux de leur structure de base qu'ils défendaient.

Lors de la mise en œuvre de la SRP, il s'est avéré qu'il existe de réels problèmes de priorisation entre les axes stratégiques. Étant donné que le processus a été piloté par l'administration, les problèmes liés à la mauvaise gouvernance n'ont pas fait l'objet de préoccupations majeures. Ainsi, lors de la mise en œuvre des actions de l'axe croissance économique, ces problèmes non résolus ont constitué des facteurs de blocage ayant entraîné du coup des faiblesses de résultats.

Pour que ce DSRP soit une référence intégrant les préoccupations de la majorité des guinéens, il faudrait qu'il soit apporté des rectificatifs dans les domaines de sa conception, du pilotage et du suivi de sa mise en œuvre. Autrement, il s'agit d'améliorer le niveau de qualification des organisations de la société civile et les amener à mieux s'impliquer dans le processus et améliorer la qualité de prestation des participants (ONG, consultants et agents de l'administration) impliqués dans le processus de la SRP en Guinée.

### **3.1.2 Processus d'évaluation du DSRP 1 et d'élaboration du DSRP 2**

Pour participer de façon effective à la levée de ces contraintes qui ont été identifiées lors de la mise en œuvre du DSRP 1, la Coopération Technique Allemande a initié le projet « Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (ASRP) » avec comme principal volet, le renforcement des capacités des cibles intermédiaires impliqués dans la mise en œuvre de la SRP.

Les bénéficiaires de ces formations sont d'origines diverses. Les trois thèmes liés à l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ont été dispensés à des consultants indépendants, des cadres du Secrétariat Permanent, des personnes ressources des ONG et certains agents de l'administration impliqués dans la collecte et le traitement des données nécessaires au suivi et à l'évaluation de la SRP. L'objectif ciblé était de préparer des personnes ressources disposant d'une certaine capacité d'analyse, afin de les impliquer directement dans le processus d'évaluation du DSRP 1 et d'élaboration du DSRP 2.

Les thèmes portant sur l'analyse macroéconomique (PCFP et PAMS) furent quant à eux conçus pour renforcer les outils des membres des groupes thématiques, notamment « Croissance Macroéconomique » et les cadres de la Direction Nationale du Plan, en vue d'assurer un meilleur suivi de la prise en compte des actions du DSRP dans le CDMT et la préparation du budget national.

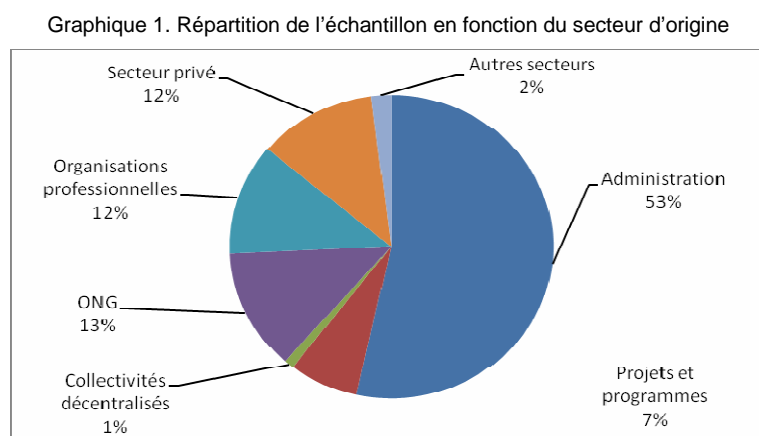
Le thème portant sur la « bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles » avait pour objectif de permettre aux personnes ressources des organisations de la société civile à disposer des outils nécessaires à une participation effective au processus de la SRP.

Dans le but d'une meilleure prise en compte des recommandations de l'évaluation à mi-parcours du projet allant dans le sens d'une réorientation des actions dans la Région Administrative de Labé, deux ateliers de formation sur le Développement Economique Local (DEL) ont été initiés au profit des agents de l'administration, du secteur privé local et des ONG. Il s'agissait d'initier un processus de stimulation du développement économique local c'est-à-dire l'identification, la création et la réalisation de nouvelles opportunités économiques dans la région.

### 3.2 Pertinence des actions de renforcement des capacités par rapport aux contraintes

Ces formations ont ciblé les personnes ressources des cibles intermédiaires qui sont plus ou moins impliqués dans le processus de la SRP. Il s'agit fondamentalement de leur fournir des outils et connaissances nécessaires pour accroître leur efficacité dans la réalisation de leur mission. C'est pour cette raison qu'elles ont intéressé des personnes bien ciblées et se sont tenues à Labé et à Conakry.

Au vue de la composition du groupe cible (53% provenant de l'Administration, 7% des projets et programmes, 1% des collectivités décentralisées, 13% des ONG, 12% des organisations professionnelles, 12% du secteur privé et, 2% autres secteurs (institutions républicaines), des objectifs visés par les différentes formations, on peut affirmer que le programme de renforcement des capacités des cibles intermédiaires du projet ASRP est pertinent en ce sens qu'il permet de trouver au moins des débuts de solutions aux contraintes qui ont été identifiées.



#### 3.2.1 Thèmes de formation réalisés par le projet

Entre septembre 2003 et mai 2007, onze ateliers de formation ont été organisés à Labé et Conakry. Ils ont porté sur 11 thèmes que l'on peut regrouper en 6 grands sujets. Ce sont :

- L'évaluation des Stratégies de Réduction de la Pauvreté ;
- Le Système d'Information Géographique ;
- Les Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres ;
- Le Simulateur Macroéconomique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS) ;
- La Pauvreté, la Bonne Gouvernance et le Renforcement des Capacités Institutionnelles et Humaines ;
- Le Développement Economique Local.

Le nombre de participants ayant suivi chaque thème est fourni par le tableau 3 ci-dessous<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Les pourcentages sont obtenus en rapportant les participants à la taille de l'échantillon. Comme un bénéficiaire peut suivre plus de 2 ateliers, la somme des pourcentages n'a pas de sens.

**Tab. 3 Niveau de suivi des différentes formations**

Formations	Effectif	Pourcentage
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	23	22,8
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	17	16,8
Cours comprimé en évaluation de la SRP	15	14,9
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	16	15,8
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	17	16,8
Système d'Information Géographique SIG	5	5,0
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	8	7,9
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	6	5,9
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	30	29,7
Développement Economique Local 1	27	26,7
Développement Economique Local 2	27	26,7

### 3.2.1.1 Les thèmes portant sur « l'évaluation des Stratégies de Réduction de la Pauvreté »

Entre les mois de septembre 2003 et décembre 2005, trois ateliers de formation ont été organisés sur des thèmes portant sur « l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ». Les objectifs ciblés ont porté sur deux axes : i) préparer un groupe d'experts nationaux à la conception et la mise en œuvre d'une évaluation à mi-parcours de la SRP, et ii) amener les décideurs à mieux s'impliquer dans le processus de la SRP.

Les thèmes développés lors de ces trois ateliers ont porté sur : i) l'étude du DSRP guinéen et celui de quelques pays africains, ii) la définition des concepts et l'étude des outils et instruments nécessaires pour une évaluation de la SRP, iii) les différentes méthodes de l'évaluation participative et les différentes étapes d'une évaluation. Des travaux de groupes ont été organisés et ont porté sur des cas pratiques de diagnostic de projets de lutte contre la pauvreté ou la simulation d'un processus d'évaluation. Pour éviter une cassure avec l'objectif global recherché, des séances consacrées à l'étude des rapports de la mise en œuvre de la SRP ont aussi été organisées. Les débats ont permis de mieux cerner les insuffisances du DSRP 1, les faiblesses et les contraintes de sa mise en œuvre.

Ces ateliers ont réunis les cadres du Secrétariat Permanent de la SRP, des consultants et des personnes ressources de l'administration et des ONG.

### **3.2.1.2 Le thème portant sur « le Système d'Information Géographique »**

L'objectif général de ce cours est d'initier les évaluateurs à l'utilisation de la cartographie pour les amener à améliorer leurs prestations de services. Les différents thèmes ont porté sur l'historique, la terminologie utilisée en cartographie et son évolution vers le Système d'Information Géographique, les caractéristiques et domaines d'application du Système d'Information Géographique, les questions type dont les réponses sont attendues d'un SIG, et l'initiation au logiciel Arc Explorer, ses caractéristiques et sa place sur le marché actuel des logiciels de SIG.

Cet atelier avait ciblé les membres de l'Association Guinéenne des Evaluateurs (AGEVAL).

### **3.2.1.3 Les thèmes portant sur « les Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres »**

L'objectif de ce cours est d'accroître les connaissances des membres des groupes thématiques « macroéconomie et croissance économique » dans le domaine de Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres (CFP). De façon explicite, il s'agit, d'amener les membres des groupes thématiques dans le cadre de l'élaboration du DSRP 2, à s'inspirer des approches, instruments et techniques définis dans les Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres, en terme de création d'emplois, de valorisation des ressources, de marchés et de production d'effets sur le développement des infrastructures de base et de prise en compte des thèmes transversaux.

Les cours ont ciblé les membres des groupes thématiques « Macroéconomie et croissance économique » et des personnes ressources du secteur privé.

### **3.2.1.4 Les thèmes portant sur « le Simulateur Macroéconomique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS)**

Le simulateur macroéconomique pour l'analyse de la pauvreté (PAMS) a pour objectif de mieux adapter le Modèle de Simulation pour l'Economie Guinéenne (MSEGUI) à l'élaboration et au suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Il permet d'effectuer des micro simulations pour analyser l'impact sur la pauvreté des scénarios macro-économiques établis avec le modèle macro-économique MSEGUI de la Direction Nationale du Plan. C'est pour cette raison que le séminaire a ciblé le personnel de la Division des Etudes et Stratégies Macroéconomiques (DESM) qui est chargé de réaliser le cadrage macroéconomique, les responsables des services statistiques des départements sectoriels qui fournissent des données à la Direction Nationale du Plan et les services chargés de la prévision et des études économiques du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Banque Centrale.

Il faut signaler que les relations entre la Direction Nationale du Plan et ces services statistiques cités ci-dessus n'étaient pas de nature à faciliter la transmission des données pour l'élaboration d'un cadrage macroéconomique correct. Ainsi dans le passé, presque toutes les prévisions macroéconomiques étaient basées sur des données estimées et des extrapolations.

Avant la tenue des ateliers, il a été initié des appuis à la Direction Nationale du Plan. Ces appuis ont porté sur :

- La consolidation de la mise en œuvre du Simulateur Macro-économique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS) à la DNP et au calibrage compte tenu des données disponibles, notamment celles provenant de l'Enquête Intégrale de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (EIBEP 2003/04) ;
- La mise en œuvre dans le MSEGUI, du module « Ressources Emplois » et l'établissement des Tableaux Ressources emplois (TRE) de base pour l'année 2003, construits à partir des données de la comptabilité nationale préparées par la Division Comptabilité Nationale ;
- L'adjonction au TRE d'une grille de passage pour ventiler les revenus primaires entre les différents groupes socioéconomiques conformément à la nomenclature de l'EIBEP.

Le programmes des deux ateliers a porté sur des démonstrations du modèle et des travaux pratiques pour établir des scénarios macroéconomiques, mesurer l'impact de ces projections sur les indicateurs de la pauvreté, permettre aux représentants des départements sectoriels de s'accorder sur les données disponibles et proposer l'organisation d'échanges réguliers et une collaboration plus étroite entre les services lors de l'élaboration du cadrage macroéconomique.

### **3.2.1.5 Le thème portant sur « la Pauvreté, la Bonne Gouvernance et le Renforcement des Capacités Institutionnelles et Humaines »**

Ce cours a été initié au profit des membres du groupe thématique « Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines » qui sont chargés de réviser le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté dans ce domaine. Les objectifs ciblés par la formation sont : i) contribuer à la préparation de la deuxième phase de la SRP en Guinée, surtout dans le domaine de la gouvernance, ii) renforcer les connaissances des participants relatives aux rapports entre la pauvreté d'un côté, et la gouvernance et les capacités des pouvoirs publics de l'autre, et, iii) définir les possibilités d'opérationnalisation des principes de la bonne gouvernance dans le cadre du DSRP 2.

Il s'agissait surtout de renforcer les compétences du groupe thématique dans les domaines de la Gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, afin de les amener à mieux identifier les problèmes et contraintes et de proposer des mesures appropriées. Les thèmes ont porté sur : i) les forces et faiblesses de la SRP dans le domaine de gouvernance, ii) les problèmes existant dans les secteurs focaux, iii) les principaux objectifs à réaliser dans les secteurs focaux, iv) les indicateurs de suivi de la gouvernance, v) les principales caractéristiques de la « bonne gouvernance », vi) les questions clés à soumettre à l'évaluation de la première phase de la SRP, et vii) les aspects transversaux (genre, VIH/SIDA et environnement).

### **3.2.1.6 Les thèmes portant sur « le Développement Economique Local »**

Pour promouvoir le développement économique local au niveau de la Région Administrative et de façon spécifique, dans les 5 préfectures, le projet ASRP a organisé deux ateliers de formation sur l'approche DEL. Les objectifs de ces deux ateliers étaient : i) faciliter la compréhension aux participants issus de l'administration publique du secteur privé et de la société civile sur les notions de base de l'approche DEL, et ii) renforcer la confiance entre les principaux acteurs économiques des 5 préfectures de la région de Labé, en vue de promouvoir l'initiation d'un processus de développement économique local.

Les participants à ces ateliers sont les responsables des structures déconcentrées de l'administration locale qui sont en relation avec les opérateurs économiques locaux, les membres des organisations de la société civile et les opérateurs économiques. La finalité des ces deux formations est la promotion d'un développement économique local axé sur la concertation entre les différents acteurs.

Les thèmes des deux formations ont été axés sur : i) l'introduction à l'approche DEL, ii) l'analyse de la situation SEPO de la région et des préfectures, iii) les avantages concurrentiels des entreprises locales, iv) le rôle des divers acteurs (Etat, OSC et opérateurs économiques) dans le développement économique local, v) les cartes de perception (la chaîne de valorisation), vi) la situation dans la région et les 5 préfectures, vii) l'analyse du rôle de l'Etat dans la chaîne des valeurs, viii) les avantages comparatifs et conditions cadre, politique, stratégies, plans et mécanismes de promotion, et ix) le climat des affaires (notions de base, instruments de suivi et d'évaluation).

### **3.3 Thèmes de formation suivis en fonction du type de participants**

Du tableau 4 ci-dessous, on peut retenir que, compte tenu de leur poids, les agents de l'administration ont occupé une place importante lors de presque toutes les formations. Pour certains thèmes comme le cours comprimé en évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté, les politiques de croissance en faveur des pauvres et le PAMS, ils ont constitué plus de 75% des participants.

Cela n'occulte pas le fait que pour certains thèmes, les organisations de la société civile ont été bien représentées. Pour les deux premiers thèmes portant sur l'évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté (cours d'initiation et cours avancé), respectivement 21,7% et 13,3% des participants provenaient du secteur privé. Pour le système d'information géographique, les agents de l'administration ne représentaient que 42,9% des participants. Ceux provenant des organisations professionnelles et du secteur privé représentaient respectivement 14,3% et 42,9% des participants. Pour le thème portant sur la pauvreté, bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines, les acteurs non étatiques ont été plus importants. Ainsi, les 13,8% provenaient des ONG, les 24,1% et 10,3% respectivement des organisations professionnelles et du secteur privé.

Pour les deux ateliers portant sur le DEL et organisés à Labé, les agents de l'administration étaient plus ou moins important (59,3%). Les participants provenant des ONG et organisations professionnelles représentaient respectivement 22,2% et 11,1%.

**Tab. 4 Formations suivies selon la provenance du participant en valeurs relatives**

Formations	Types d'acteurs en pourcentage							Total
	Administrat.	Projets et Program.	Collectivités locales	ONG	Organisat. profession.	Secteur privé	Autres	
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	47,8	8,7	4,3	8,7	8,7	21,7	0,0	100
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	73,3	0,0	0,0	6,7	6,7	13,3	0,0	100
Cours comprimé en évaluation de la SRP	75,0	6,3	0,0	6,3	0,0	12,5	0,0	100
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	73,3	6,7	0,0	6,7	6,7	6,7	0,0	100
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	73,3	6,7	0,0	6,7	6,7	6,7	0,0	100
Système d'Information Géographique SIG	42,9	0,0	0,0	0,0	14,3	42,9	0,0	100
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	75,0	0,0	0,0	12,5	0,0	12,5	0,0	100
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	85,7	0,0	0,0	0,0	0,0	14,3	0,0	100
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	31,0	13,8	0,0	13,8	24,1	10,3	6,9	100
Développement Economique Local 1	59,3	3,7	0,0	22,2	11,1	3,7	0,0	100
Développement Economique Local 2	59,3	3,7	0,0	22,2	11,1	3,7	0,0	100

En conclusion, le projet ASRP œuvre dans le sens de la levée des contraintes qui ont été identifiées lors de la conception et la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Il s'agissait essentiellement : i) d'améliorer le niveau de qualification des acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans le processus, ii) appuyer la participation des acteurs non étatiques au processus de la SRP, iii) renforcer les capacités des structures chargées de la gestion du processus, etc. Les premières actions qui ont été ciblées ont trait aux besoins du projet d'évaluation de la première phase de mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. C'est dans ce cadre que les premiers ateliers ont ciblé les personnes ressources de l'administration, des ONG et du secteur privé en vue de disposer d'un réseau national d'évaluateurs, et des décideurs de l'administration publique impliqués dans la programmation et la mise en œuvre de l'évaluation de la SRP. Les autres ateliers ont ciblé les cadres de l'administration impliqués dans la gestion des informations nécessaires à l'élaboration des politiques économiques afin qu'ils puissent mieux se pencher sur les besoins des pauvres.

Lors des ateliers, toutes les évaluations du niveau des connaissances qui se sont déroulés, dès le début et à la fin des travaux ont montré que les participants maîtrisent de façon satisfaisante les outils et instruments qui ont été enseignés. En conclusion, on peut admettre que globalement, les objectifs ciblés par ces ateliers, leur contenu et les groupes cibles œuvrent à l'atteinte de l'objectif global de Projet ASRP.

## 4 Appréciation de la qualité des thèmes de formation

### 4.1 Appréciation générale de la qualité des thèmes

Dans l'ensemble, le niveau d'appréciation des thèmes de formation est fortement appréciable. Pour toutes les formations à l'exception des trois thèmes liés à l'évaluation de la stratégie de réduction de pauvreté, tous les participants ont affirmé que ces thèmes sont soit « excellent » ou « bien ». Ainsi 53,3% des participants ont affirmé de que le thème portant sur le 1<sup>er</sup> module de la politique de croissance en faveur des pauvres est « excellent » et 46,7% l'ont trouvé « bien ». Pour le 2<sup>ème</sup> module 40% l'on trouvé « excellent » et 60% « bien ». Pour le thème portant sur le système d'information géographique, 57,1% l'on trouvé « excellent » et 42,9% « bien ». Le module 1 du PAMS est jugé « excellent » par 50% des participants et les 50% restantes l'on trouvé « bien ». Quant au second module, 28,6% l'on trouvé « excellent » et 71,4% l'on trouvé « bien ». 48,3% des participant ont affirmé que le thème portant sur Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités est « excellent » et 51,7% « bon ». En ce qui concerne le DEL, les participants ont plus apprécié le premier module que le second. 57,7% l'on trouvé « excellent », alors que seul 33,% ont donné cette même appréciation du premier module.

**Tab. 5 Niveau d'appréciation des différentes formations en valeurs relatives**

Formation	Appréciation				Total
	Excellente	Bien	Assez bien	Passable	
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	52,2%	43,5%	4,3%	0,0%	100,0%
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	46,7%	46,7%	6,7%	0,0%	100,0%
Cours comprimé en évaluation de la SRP	18,8%	75,0%	6,3%	0,0%	100,0%
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	53,3%	46,7%	0,0%	0,0%	100,0%
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	40,0%	60,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Système d'Information Géographique SIG	57,1%	42,9%	0,0%	0,0%	100,0%
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	50,0%	50,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	28,6%	71,4%	0,0%	0,0%	100,0%
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	48,3%	51,7%	0,0%	0,0%	100,0%
Développement Economique Local 1	33,3%	66,7%	0,0%	0,0%	100,0%
Développement Economique Local 2	57,7%	42,3%	0,0%	0,0%	100,0%

Pour le premier cours portant sur l'initiation à l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté, 52,2% l'on trouvé « excellent », 43,5% « bien » et 4,3% « assez bien ». Pour le cours avancé portant sur le même thème, 46,7% l'ont trouvé « excellent », « bien » pour la même proportion et 6,7% « assez bien ». Le cours comprimé recueille 18,8% « excellent », 75,0% « bien » et 6,3% « assez bien ».

En conséquence, les thèmes de formation du projet ASRP ont été fortement appréciés deux à trois ans après leur déroulement.

Par rapport au contenu dans le tableau ci-dessous relatif à l'appréciation des formations de la première enquête, on ne décèle pas des disparités fondamentales dans les résultats. Les appréciations des thèmes portant sur l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ont baissé légèrement entre 2006 et 2008. Par contre, les appréciations des thèmes portant sur le PAMS 2 et la bonne gouvernance ont varié à la hausse entre les deux périodes. Les autres thèmes sur les niveaux d'appréciation sont quant à eux, restés constants (100%).

**Tab. 6. Niveau d'appréciation " Excellent et Bien" des formations sur les bénéficiaires en 2006 et 2008**

Formations	Niveau d'appréciation	
	1ère enquête	2ème enquête
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	100,00	95,65
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	100,00	93,33
Cours comprimé en évaluation de la SRP	92,86	93,75
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	100,00	100,00
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	100,00	100,00
Système d'Information Géographique SIG	100,00	100,00
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	100,00	100,00
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	94,74	100,00
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	93,75	100,00
Développement Economique Local 1	0,00	100,00
Développement Economique Local 2	0,00	100,00

## 4.2 Appréciation selon la structure d'appartenance des participants

En moyenne, les appréciations « excellente » et « bien » les plus fréquentes ont été attribuées à deux thèmes de formation. Il s'agit du thème portant sur « Pauvreté, bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines » (41,1% des participants) et de celui portant sur « le cours d'initiation à l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté » (30,7%).

Sur le premier thème, les types d'acteurs qui se sont fortement prononcés sont les participants provenant des institutions républicaines (100%), ceux provenant des organisations professionnelles (58,3%) et des projets et programmes (57,1%).

L'appréciation du cours d'initiation à la stratégie de réduction de la pauvreté est faite par les 100% des participants en provenance des collectivités locales et les 41,7% de ceux provenant du secteur privé est soit « excellent » ou « bien ».

**Tab. 7 Appréciations "Excellente" et "Bien" des différentes formations selon le type de participant en valeurs relatives**

Types d'incidences	Types d'acteurs							Moyenne
	Administrat.	Projets et Program.	Collectivités locales	ONG	Organisations professionnelles	Secteur privé	Autres	
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	20,4%	28,6%	100,0%	7,7%	16,7%	41,7%	0,0%	30,7
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	20,4%	0,0%	0,3%	0,0%	8,3%	16,7%	0,0%	6,5
Cours comprimé en évaluation de la SRP	22,2%	14,3%	0,4%	0,0%	0,0%	16,7%	0,0%	7,7
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	20,4%	14,3%	0,4%	7,7%	8,3%	8,3%	0,0%	8,5
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	20,4%	14,3%	0,0%	7,7%	8,3%	8,3%	0,0%	8,4
Système d'Information Géographique SIG	5,6%	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%	25,0%	0,0%	5,6
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	11,1%	0,0%	0,0%	7,7%	0,0%	8,3%	0,0%	3,9
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	11,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%	0,0%	2,8
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	16,7%	57,1%	0,0%	30,8%	58,3%	25,0%	100,0%	41,1
Développement Economique Local 1	29,6%	14,3%	0,0%	46,2%	25,0%	8,3%	0,0%	17,6
Développement Economique Local 2	29,6%	14,3%	0,0%	46,2%	16,7%	8,3%	0,0%	16,4

Pour les deux ateliers portant sur le DEL 1 et le DEL 2, la moyenne du niveau d'appréciation des participants par « excellent » et « bien » est respectivement de 17,6% et 16,4%. Les niveaux d'appréciation les plus élevés ont été obtenus chez les participants provenant des ONG (46,2%) et ceux provenant de l'administration (29,6%). Les participants provenant des organisations professionnelles se sont prononcé à 25,0% au niveau du DEL 1 et 16,7% pour le DEL 2.

### 4.3 Appréciation par les membres des structures de la SRP

**Tab. 8 Appréciations "Excellente" et "Bien" des différentes formations par les membres des structures de la SRP en valeurs relatives**

Types d'incidences	Structures de la SRP						Moyenne
	Gouvernance et renfor. Cap.	Croissance Macroécon.	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Cel. Communicat. Et Culture	Cel. De Suivi Evaluation	
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	27,3	15,4	50,0	16,7	25,0	22,2	26,1
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	18,2	7,7	0,0	33,3	25,0	11,1	15,9
Cours comprimé en évaluation de la SRP	9,1	23,1	0,0	33,3	25,0	55,6	24,3
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	0,0	46,2	0,0	0,0	25,0	22,2	15,6
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	0,0	30,8	0,0	16,7	0,0	33,3	13,5
Système d'Information Géographique SIG	0,0	0,0	0,0	33,3	0,0	11,1	7,4
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	0,0	30,8	0,0	33,3	0,0	22,2	14,4
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	0,0	30,8	0,0	33,3	0,0	11,1	12,5
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	81,8	7,7	100,0	16,7	100,0	11,1	52,9
Développement Economique Local 1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Développement Economique Local 2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Pour le tableau 8 ci-dessous, les moyennes d'appréciation par « excellent » et « bien » les plus fréquentes ont été enregistrés au niveau du thème portant sur « la bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines » (59,2% des participants), sur « l'évaluation des stratégies de réductions de pauvreté » (26,1%) et sur « le cours comprimé en évaluation de la SRP » (24,3%).

Sur le thème « bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines », 100% des participants membres du groupe thématique « secteurs sociaux » et ceux de la Cellule de Communication et Culture se sont prononcés par « excellent » ou « bien ». On observe les mêmes appréciations chez 81,8% des participants membres du groupe thématique Gouvernance et Renforcement des Capacités.

En ce qui concerne le thème portant sur le cours d'initiation à l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté, 50,0% des participants membres du groupe thématique « secteurs sociaux » l'estime « excellent » ou « bien », ainsi que 27,3% des membres du groupe thématique « Gouvernance et Renforcement des Capacités ».

Sur le thème relatif au cours comprimé portant sur l'évaluation de la SRP, les appréciations « excellent » et « bien » les plus collectées l'ont été obtenues avec les participants membres de la Cellule de Suivi Evaluation de la SRP (56,6%), Suivi Evaluation (33,3%) et Communication et Culture (25%),

## 5 Effets des formations

### 5.1 Effets des formations sur les activités liées au processus de la SRP

L'évaluation des effets des formations sur les activités liées au processus de la SRP est analysée sous trois angles (effets globaux, effets par rapport aux types d'acteurs et effets sur les membres des structures de gestion de la SRP).

#### 5.1.1 Effets globaux des formations sur le processus de la SRP

Les résultats du tableau 9 prouvent que le niveau d'implication des participants enquêtés dans le processus de la SRP est très important. 29,7% des participants enquêtés ont affirmé être impliqués de façon « très fort », 41,9% de façon « fort » et 18,8% de façon moyen. En somme, les 70% des participants enquêtés sont très impliqués dans le processus de la SRP.

Conséquemment, les ateliers de formation du projet ASRP ont ciblé des personnes ressources qui sont fortement impliquées dans le processus de la SRP.

**Tab. 9 Niveau d'implication dans le processus de la SRP**

Niveau d'implication	Fréquence	Pourcentage
Très fort	30	29,7
Fort	42	41,6
Moyen	19	18,8
Faible	9	8,9
Non impliqué	1	1,0
Total	101	100,0

#### 5.1.2 Niveau d'implication par types d'acteurs

Le contenu du tableau 10 ci-dessous, montre qu'à l'exception des participants aux formations, provenant du secteur privé où, plus du 1/3 est faiblement impliqué dans le processus de la SRP, ceux des autres sont plus ou moins bien impliqués.

Les secteurs dont les participants sont impliqués de façon « très fort » sont les projets et programmes (57,1%), les institutions républicaines (50%) et les ONG (38,5%).

Les secteurs dont les participants ont qualifié leur niveau d'implication « fort » sont les organisations professionnelles (58,3%), les ONG (53,8%), le secteur privé (41,7%) et l'administration (38,9%).

Pour le niveau d'implication qualifié de « moyen », les secteurs dominants sont les collectivités décentralisées (100%). Ensuite, suivent les autres secteurs comme le privé et l'administration pour respectivement 25,0% et 20,4%.

**Tab. 10 Niveau d'implication par type d'acteurs en valeurs relatives**

Type d'acteurs	Niveau d'implication					Total
	Très fort	Fort	Moyen	Faible	Non impliqué	
Administration	31,5	38,9	20,4	7,4	1,9	100,0
Projets et programmes	57,1	28,6	14,3	0,0	0,0	100,0
Collectivités décentralisés	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
ONG	38,5	53,8	7,7	0,0	0,0	100,0
Organisations professionnelles	25,0	58,3	8,3	8,3	0,0	100,0
Secteur privé	0,0	41,7	25,0	33,3	0,0	100,0
Autres secteurs	50,0	0,0	50,0	0,0	0,0	100,0
Moyenne	28,9	31,6	32,2	7,0	0,3	100,0

### 5.1.3 Effets des formations sur les membres des structures de la SRP

Selon le tableau 11 ci-dessous, 37,4% des participants dont la formation a des effets sur le processus de la SRP, appartiennent à un groupe thématique ou une cellule de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

**Tab. 11 Participants appartenant à un groupe thématique ou à une cellule de la SRP**

	Fréquence	Pourcentage
Oui	34	37,4
Non	57	62,6
Total	91	100,0

Les données du tableau 12 ci-dessous font état qu'en moyenne, les membres du groupe thématique Gouvernance et Renforcement des Capacités Institutionnelles constituent l'effectif le plus important. Ils représentent 30,9% de l'effectif de l'échantillon. Suivent respectivement, les membres de la Cellule de Suivi Evaluation (22,7%) et ceux de la Cellule Communication et Culture (22,7%).

La répartition par type d'acteurs indique que les participants provenant des collectivités locales sont représentés uniquement au niveau de la Cellule de Suivi Evaluation. Le deuxième niveau de concentration a été constaté chez ceux provenant des projets et programmes. Les 84,6% de l'effectif sont concentrés dans le groupe thématique Gouvernance et renforcement des capacités.

**Tab. 12 Répartition des différents types de participants dans les structures de la SRP en valeurs relatives**

Type d'acteurs	Structures de la SRP						Total
	Gouvernance et renfor. Cap.	Croissance Macroécon.	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Cel. Communicat. Et Culture	Cel. De Suivi Technique	
Administration	27,3	45,5	0,0	18,2	0,0	9,1	100,0
Projets et programmes	84,6	0,0	7,7	0,0	7,7	0,0	100,0
Collectivités décentralisés	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
ONG	66,7	16,7	16,7	0,0	0,0	0,0	100,0
Organisations professionnelles	12,5	29,2	4,2	4,2	0,0	50,0	100,0
Secteur privé	0,0	20,8	12,5	16,7	0,0	50,0	100,0
Autres secteurs	25,0	0,0	25,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Moyenne	30,9	16,0	9,4	19,9	1,1	22,7	100,0

Des résultats du tableau 13 ci-dessous, on retient qu'en moyenne, 79,9% des membres des structures de la SRP ont affirmé que ces thèmes leur ont permis de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser leur mission et 63,9% ont reconnu avoir mieux compris leur rôle dans le processus de la SRP.

Si l'on se focalise sur les membres qui ont affirmé disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser leur mission, les proportions les plus importantes ont été notées dans les groupes thématiques secteurs sociaux (100%), la croissance macroéconomique (92,3%), gouvernance et renforcement des capacités (81,8%) et la cellule de suivi évaluation (88,9%).

Pour les membres qui comprennent mieux leur rôle dans le processus, les appréciations les plus positives ont de même, été données par les membres des groupes thématiques « secteurs sociaux » (100%) et « gouvernance et renforcement des capacités » (90,9%).

Pour les autres effets portant sur « la connaissance d'approches et d'outils indispensables pour participer à l'évaluation du DSRP 1 » et « la connaissance d'approches et d'outils indispensables pour participer à l'élaboration du DSRP 2 », le niveau d'appréciation moyen des membres des structures de la SRP est respectivement de 30,6% et 18,3%.

**Tab. 13 Effets des formations sur les membres des structures de la SRP en valeurs absolues**

Effets des formations	Structures de la SRP						Moyenne
	Gouvernance et renfor. Cap.	Croissance Macroécon.	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Cel. Communicat. Et Culture	Cel. De Suivi Technique	
Elles m'ont permis de mieux connaître mon rôle dans le processus	90,9	53,8	100,0	33,3	50,0	55,6	63,9
Elles m'ont permis de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser ma mission	81,8	92,3	100,0	41,7	75,0	88,9	79,9
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus d'évaluation du DSRP 1	36,4	30,8	50,0	8,3	25,0	33,3	30,6
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus d'élaboration du DSRP 2	0,0	15,4	0,0	8,3	75,0	11,1	18,3
Elles n'ont aucun effet ou des effets négatifs sur ma participation au processus de la SRP	0,0	0,0	0,0	8,3	0,0	0,0	1,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Par rapport aux résultats de l'enquête qui s'est déroulée en 2006 (tableau 14), le niveau actuel d'appréciation par les membres des structures de la SRP des effets « mieux connaître son rôle dans le processus » et « disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser sa mission » a connu une croissance significative. Le premier est passé de 52,6% à 63,9% entre 2006 et 2008 et le second de 52,6% à 79,9% pour les mêmes périodes. Par contre, le niveau d'appréciation de l'effet « connaître des approches et outils indispensables au processus d'évaluation de la SRP » a baissé en passant de 87,6% à 30,6%.

**Tab. 14. Effets des formations sur les membres des structures de la SRP en 2006 et 2008**

Incidences des formations	Moyenne	
	1ère enquête	2ème enquête
Elles m'ont permis de mieux connaître mon rôle dans le processus	52,6	63,9
Elles m'ont permis de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser ma mission	52,6	79,9
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus d'évaluation du DSRP 1	87,6	30,6
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus d'élaboration du DSRP 2	-	18,3
Elles n'ont aucun effet ou des effets négatifs sur ma participation au processus de la SRP	0,0	1,4
Autres	3,5	0,0

#### **5.1.4 Effets des formations selon le type de participant**

En moyenne, l'incidence la plus importante que les formations ont eu sur le processus de la SRP se situe au niveau de « l'apport de nouveaux instruments pour la réalisation des missions par rapport à la SRP ». 82,6% en moyenne des participants l'ont affirmé. Les secteurs d'origine des participants où cette proportion est la plus forte sont : i) les collectivités locales et institutions républicaines où dans chacun des cas, 100% se sont prononcé pour cette incidence sur la SRP, ii) les organisations professionnelles (91,7%) et, iii) les projets et programmes (87,5%).

La seconde incidence est « une meilleure connaissance de son rôle dans le processus de la SRP ». En moyenne, 64,1% des participants l'ont affirmé. Les secteurs d'origine des participants où cette incidence a été fortement appréciée sont : i) les collectivités locales, dont les 100% des participants se sont prononcés, ii) les projets/programmes (85,7%) et, iii) les organisations professionnelles (75%).

**Tab. 15. Effets des formations sur le processus par type d'acteurs en valeurs relatives**

Types d'incidences	Types d'acteurs							Moyenne
	Adminstrat.	Projets et Program,	Collectivités locales	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres	
Elles m'ont permis de mieux connaître mon rôle dans le processus	59,3%	85,7%	100,0%	53,8%	75,0%	25,0%	50,0%	64,1
Elles m'ont permis de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser ma mission	81,5%	85,7%	100,0%	69,2%	91,7%	50,0%	100,0%	82,6
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus d'évaluation du DSRP 1	16,7%	28,6%	0,0%	23,1%	16,7%	41,7%	0,0%	18,1
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus d'élaboration du DSRP 2	16,7%	28,6%	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%	50,0%	14,8
Elles n'ont aucun effet ou des effets négatifs sur ma participation au processus de la SRP	0,0%	0,0%	0,0%	7,7%	0,0%	0,0%	0,0%	1,1
Autres	1,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0

Une comparaison de ces résultats avec les données de l'enquête de 2006 portant sur les mêmes éléments (tableau 16), permet d'affirmer qu'au niveau des deux incidences les plus citées par les participants, les proportions actuelles sont largement plus importantes. Par contre, l'incidence portant sur « la connaissance de nouvelles approches et outils indispensables à l'évaluation du DSRP 1 », relève une proportion des participants qui se sont prononcés, plus importante que celle de 2008. Cette contre performance peut s'expliquer par le fait que les consultants qui ont participé à l'évaluation du DSRP 1 et qui ont été effectivement enquêtés ne représentent que moins de 50% de l'échantillon.

Le type d'effets « connaissance de nouvelles approches et outils indispensables à l'élaboration du DSRP 2 » ne concerne que l'enquête de 2008. En 2006, cette activité n'était pas encore réalisée.

**Tab. 16 Incidences moyenne sur le processus par type d'acteurs en 2006 et 2008**

Incidences des formations	Moyenne	
	1ère enquête	2ème enquête
Elles m'ont permis de mieux connaître mon rôle dans le processus	22,3	64,1
Elles m'ont permis de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser ma mission	39,6	82,6
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus d'évaluation du DSRP 1	50,0	18,1
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus d'élaboration du DSRP 2	0,0	14,8
Elles n'ont aucun effet ou des effets négatifs sur ma participation au processus de la SRP	4,3	1,1
Autres	0,0	0,0

## **5.2 Amélioration du niveau de qualification pour une meilleure participation au processus**

En plus des outils et nouvelles approches que ces formations ont eu sur les membres des structures de gestion de la SRP, il a aussi été constaté une amélioration effective de tous les participants au processus de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

### **5.2.1 Niveau d'amélioration global de la qualification des bénéficiaires**

De façon globale, les niveaux d'appréciation « très fort » et « fort » les plus élevés affirmés par les participants, par rapport à l'amélioration de leurs prestations au processus de la SRP sont obtenus pour les effets suivants :

- La collaboration avec les autres partenaires (68,9% en moyenne) ;
- L'organisation de leur travail (67,2%) ;
- La compréhension de la mission (57,8%)
- Et une meilleure capacité à négocier avec les autres partenaires.

L'amélioration de la collaboration avec les partenaires est jugée « très forte » par 36,7% des participants et « forte » par les 32,3%. L'amélioration de l'organisation du travail est aussi jugée « très forte » par 36,7% des participants et « forte » par les 31,3%. La meilleure compréhension de la mission quant à elle, est qualifiée de « très » forte par 38,9% des participants.

**Tab. 17 Effets des formations sur les bénéficiaires au processus de la SRP en valeurs relatives**

Paramètres	Appréciations				
	Très fort	Fort	Moyen	Faible	Pas concerné
Compréhension de ma mission	38,9	18,9	16,7	14,4	11,1
Préparation de mes plans d'actions	24,4	22,2	33,3	4,4	15,6
Mise en œuvre et évaluation de mes plans d'actions	16,7	14,4	24,4	11,1	33,3
Organisation du travail	36,7	31,1	11,1	13,3	7,8
Connaissances utilisées lors de la mise en œuvre de mes activités professionnelles	21,1	30,0	16,7	14,4	17,8
Suivi des activités de la structure dans laquelle je travaille	17,8	28,9	13,3	24,4	15,6
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	16,7	25,6	18,9	28,9	10,0
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	24,4	13,3	22,2	28,9	11,1
Collaboration avec les autres partenaires	36,7	32,2	7,8	10,0	13,3
Préparation des offres techniques	10,0	15,6	18,9	13,3	42,2
Capacités de négociation avec les autres partenaires	30,0	24,4	18,9	13,3	13,3

### 5.2.2 Niveau d'amélioration de la qualification des bénéficiaires selon leur origine

Si l'on se base sur l'origine des participants aux formations, on constate que les niveaux d'appréciation « très fort » et « fort » de l'amélioration de la qualification ont été ressentis : i) aux travaux dans les groupes thématiques (48,3% en moyenne), et ii) aux débats au sein du Secrétariat Technique de Suivi de la SRP.

L'amélioration de la qualité des prestations lors des travaux dans les groupes thématiques a été ressentie chez les participants en provenance des collectivités locales (100%), des projets et programmes (57,1%) ainsi que ceux provenant des organisations professionnelles et les institutions républicaines (50% pour chaque type d'acteur).

Lors des débats du secrétariat technique de suivi, les niveaux d'amélioration de la qualité des prestations la plus élevée a été enregistré chez les participants provenant des collectivités locales (100%). Ils ont été suivis par ceux provenant des organisations professionnelles (66,7%), des projets et programmes (42,9%) et de ceux du secteur privé (41,7%).

Par conséquent, les formations initiées par le projet ASRP a joué un rôle significatif dans l'amélioration du niveau des débats et travaux dans les structures de la gestion de la SRP.

**Tab. 18 Apport « très fort » et « fort » des formations par types d'acteurs en valeurs relatives**

Formation	Types d'acteurs						
	Adminstrat.	Projets et Program,	Collectivités locales	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres
A l'évaluation de la SRP	16,7	0,0	0,0	7,7	25,0	41,7	0,0
Aux travaux dans les groupes thématiques	40,7	57,1	100,0	15,4	50,0	25,0	50,0
Aux travaux de la cellule de suivi technique	27,8	28,6	0,0	23,1	41,7	25,0	0,0
Aux travaux de la cellule Communication	7,4	0,0	0,0	0,0	8,3	0,0	50,0
Utilisation des outils du PAMS pour analyser l'impact de la pauvreté	24,1	0,0	0,0	7,7	0,0	16,7	0,0
Utilisation des outils du PAMS dans l'élaboration du cadrage macroéconomique	20,4	0,0	0,0	7,7	0,0	25,0	0,0
Aux débats au Secrétariat Technique de Suivi	33,3	42,9	100,0	23,1	66,7	41,7	0,0
Utilisation du Système d'information géographique dans l'analyse de l'impact de la pauvreté.	14,8	28,6	0,0	23,1	16,7	25,0	0,0
Utilisation du Système d'Information Géographique dans le cadre d'une meilleure présentation de la situation de la pauvreté en Guinée	18,5	28,6	0,0	30,8	25,0	16,7	50,0
A la collecte des données pour la préparation de notre plan d'actions	24,1	14,3	0,0	46,2	16,7	8,3	0,0
A l'élaboration de notre plan d'action	25,9	14,3	0,0	46,2	25,0	8,3	0,0

### 5.2.3 Niveau d'amélioration de la qualification des membres des structures de la SRP

Selon les membres des structures de la SRP enquêtés, les effets les plus importantes sur leur qualification par rapport au processus de la stratégie sont par ordre d'importance : i) l'amélioration de leur participation aux travaux dans les groupes thématiques (91,5% en moyenne), ii) leur participation aux débats au Secrétariat Technique de Suivi (68,7%) et, iii) l'amélioration de leur participation aux travaux dans la cellule de suivi technique (62,3%).

L'amélioration lors des travaux dans les groupes thématiques a été ressentie par les 100% des membres des groupes thématiques Croissance Economique et Secteurs Sociaux, et des membres de la cellule de Suivi Technique. Pour les membres du groupe thématique Gouvernance et Renforcement des Capacités ainsi que la Cellule de Suivi Evaluation, la proportion est respectivement de 90,9% et 75%.

Au niveau de l'amélioration constatée lors des débats de la cellule du Secrétariat Technique de Suivi, la proportion la plus importante a été enregistrée avec les membres du groupe thématique Secteurs Sociaux (100%). Les 88,9% des membres de la cellule de Suivi Technique et les 79,9% des membres du groupe thématique Croissance Macroéconomique l'ont aussi affirmé.

L'amélioration constatée sur les participations lors des travaux de la Cellule de Suivi Technique a été affirmé par 100% des membres de la même cellule ainsi que ceux du groupe thématique Secteurs Sociaux, 66,7% de ceux de la cellule de Suivi Evaluation et 61,5% du groupe thématique Croissance Economique l'ont aussi affirmé.

**Tab. 19 Apports "très fort et fort" des formations à la qualification des membres des structures de la SRP en valeurs relatives**

Paramètres	Structures de la SRP					
	Gouvernance et Renforcement des Capacités	Croissance Macroéconomique	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Communication et Culture	Cellule de Suivi Technique
A l'évaluation de la SRP	18,2%	15,4%	100,0%	50,0%	0,0%	22,2%
Aux travaux dans les groupes thématiques	90,9%	100,0%	100,0%	83,3%	75,0%	100,0%
Aux travaux de la cellule de suivi technique	45,5%	61,5%	100,0%	66,7%	0,0%	100,0%
Aux travaux de la cellule Communication	27,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Utilisation des outils du PAMS pour analyser l'impact de la pauvreté	0,0%	61,5%	0,0%	33,3%	0,0%	44,4%
Utilisation des outils du PAMS dans l'élaboration du cadrage macroéconomique	0,0%	53,8%	0,0%	33,3%	0,0%	44,4%
Aux débats au Secrétariat Technique de Suivi	54,5%	76,9%	100,0%	66,7%	25,0%	88,9%
Utilisation du Système d'information géographique dans l'analyse de l'impact de la pauvreté.	18,2%	7,7%	100,0%	33,3%	0,0%	33,3%
Utilisation du Système d'Information Géographique dans le cadre d'une meilleure présentation de la situation de la pauvreté en Guinée	27,3%	7,7%	100,0%	16,7%	0,0%	33,3%
A la collecte des données pour la préparation de notre plan d'actions	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
A l'élaboration de notre plan d'action	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

La comparaison des résultats issus des deux enquêtes (2006 et 2008 fait apparaître qu'en dehors des travaux de la Cellule de Communication où il a été constaté une variation à la baisse de la proportion de personnes enquêtées qui se sont prononcé par « très fort » ou « fort », les résultats de 2008 ont été largement supérieurs à ceux de 2006.

**Tab. 20 Apports moyens "très fort et fort" des formations à la qualification des membres des structures de l'ASRP en 2006 et 2008**

Apports des formations	Moyenne	
	1ère enquête	2ème enquête
A l'évaluation de la SRP	24,6	34,3
Aux travaux dans les groupes thématiques	73,8	91,5
Aux travaux de la cellule de suivi technique	15,7	62,3
Aux travaux de la cellule Communication	24,6	21,2
Utilisation des outils du PAMS pour analyser l'impact de la pauvreté	2,3	23,2
Utilisation des outils du PAMS dans l'élaboration du cadrage macroéconomique	1,2	21,9
Aux débats au Secrétariat Technique de Suivi	30,7	68,7
Utilisation du Système d'information géographique dans l'analyse de l'impact de la pauvreté.	1,7	32,1
Utilisation du Système d'Information Géographique dans le cadre d'une meilleure présentation de la situation de la pauvreté en Guinée	1,7	30,8
A la collecte des données pour la préparation de notre plan d'actions	0,0	0,0
A l'élaboration de notre plan d'action	0,0	0,0

### 5.3 Effets des formations sur les activités professionnelles des participants

En dehors des activités liées à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, les effets des formations initiées par l'ASRP sont aussi ressentis sur les activités professionnelles des organisations intermédiaires bénéficiaires.

#### 5.3.1 Effets globaux des formations sur les activités professionnelles des participants

Les résultats de l'enquête sur les effets des formations ont largement prouvé que les formations ont des effets positifs sur les activités professionnelles des bénéficiaires (tableau 20). 97 participants sur les 101 que compte l'échantillon, soit 96% l'ont affirmé.

**Tab. 21. Participants dont les formations ont des effets sur les activités professionnelles**

Réponses	Fréquence	%
Oui	97	96,0
Non	4	4,0
Total	101	100,0

Si l'on se réfère au tableau 22 ci-dessous, en moyenne, les appréciations « très fort » et « fort » les plus courants des participants sont enregistrées au niveau des effets suivants : i) une meilleure compréhension de sa mission (87,6% des participants qui s'y sont prononcés), ii) l'organisation du travail (85,6%), iii) la collaboration avec les autres partenaires (84,5%), et iv) la préparation des plans d'action.

Au niveau compréhension de la mission, 45,4% des répondants ont donné une appréciation « très fort » et 42,3% « fort ». Les effets sur l'organisation du travail sont qualifiés de « très fort » par 42,3% des participants et « fort » par les 43,3%. Quant à ce qui concerne les effets sur l'amélioration de la collaboration avec les autres partenaires, ce sont 39,2% des répondants se sont prononcé par « très fort » et 42,3% par « fort ». Quant aux effets sur la préparation des plans d'action, 51,5% se sont prononcé par « fort » et 19,6% par « très fort ».

Par conséquent, on peut, après ces résultats affirmer que les effets des diverses formations sur les activités professionnelles sont jugés des participants sont qualifiés de très important par ces derniers.

**Tab. 22 Effets des formations sur les activités professionnelles des bénéficiaires en valeurs relatives**

Types d'effets	Appréciation				
	Très fort	Fort	Moyen	Faible	Pas concerné
Compréhension de ma mission	45,4%	42,3%	7,2%	0,0%	5,2%
Préparation de mes plans d'action	19,6%	51,5%	14,4%	6,2%	8,2%
Mise en œuvre et évaluation des plans d'actions	12,4%	35,1%	19,6%	7,2%	25,8%
Organisation du travail	42,3%	43,3%	8,2%	0,0%	6,2%
Suivi des activités de la structure dans laquelle je travaille	4,1%	50,5%	22,7%	8,2%	14,4%
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	0,0%	16,5%	19,6%	21,6%	42,3%
Collaboration avec les autres partenaires	39,2%	45,4%	11,3%	3,1%	1,0%
Préparation des offres techniques	10,3%	20,6%	11,3%	6,2%	51,5%
Capacités de négociation avec les autres partenaires	16,5%	50,5%	14,4%	4,1%	14,4%
Capacités de rédiger des rapports ou de présenter des données	8,2%	23,7%	26,8%	16,5%	24,7%
Recherches dans Internet	2,1%	5,2%	9,3%	15,5%	68,0%
Animation des réunions	8,2%	38,1%	12,4%	8,2%	33,0%

### 5.3.2 Effets des formations sur les activités professionnelles selon l'appartenance des participants

L'importance des effets des formations sur les activités professionnelles des participants est plus distinctive si on l'analyse en fonction de leur structure d'origine. Si l'on se réfère au tableau 23 ci-dessous, on se rend compte que les effets des formations sur les activités professionnelles des participants sont très importants

pour tous les types d'acteurs. 100% des participants provenant des projets et programmes, des collectivités décentralisées, des organisations professionnelles, du secteur privé et des institutions républicaines ont affirmé que les formations ont amélioré leurs activités professionnelles. Les rares secteurs où tous les participants ne se sont pas prononcés par oui sont : i) l'administration (94,4%) et ii) les ONG (92,3%).

**Tab. 23 Effets des formations sur les activités professionnelles des participants par type d'acteurs en valeurs relatives**

Type d'acteurs	Réponses		Total
	Oui	Non	
Administration	94,4	5,6	100,0
Projets et programmes	100,0	0,0	100,0
Collectivités décentralisées	100,0	0,0	100,0
ONG	92,3	7,7	100,0
Organisations professionnelles	100,0	0,0	100,0
Secteur privé	100,0	0,0	100,0
Autres secteurs	100,0	0,0	100,0
Moyenne globale	98,1	1,9	100,0

Si l'on se réfère au tableau 24 ci-dessous, on peut déduire que les effets les plus importantes sur les activités professionnelles des acteurs selon leur structure d'origine, ont été ressentis sur :

1. L'organisation du travail du bénéficiaire (91,5% en moyenne) ;
2. La compréhension de sa mission en tant qu'acteur économique (89,4%) ;
3. Lors de l'évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation (87,6%) ;
4. La préparation des plans d'action (78,0%).

L'amélioration dans l'organisation du travail a été ressentie par les 100% des acteurs provenant des projets et programmes, des collectivités locales et des institutions républicaines. C'est un résultat de 91,7% des participants provenant des organisations professionnelles ont produit.

Les effets portant sur « la compréhension de sa mission en tant qu'acteur économique » ont été reconnus par 100% des participants provenant des collectivités locales et des institutions républicaines et 90,2% des participants en provenance de l'administration l'ont aussi approuvé.

Les effets sur l'évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation, de l'appréciation par les 100% des participants en provenance des projets et programmes, des collectivités locales et des institutions républicaines sont jugés « très fort » et « fort ». Pour 91,7% des participants en provenance des ONG et 88,2% de l'administration ces effets sont estimés « très fort » ou « fort ».

Le type d'effet portant sur la préparation des plans d'action a recueilli chez 100% des participants provenant des projets/programmes et des collectivités locales l'appréciation « très fort » ou « fort ». 91,7% de ceux-ci les ont aussi estimés « très fort » et « fort ».

La remarque fondamentale donc, qui sied ici, est que les effets des formations sur les activités professionnelles des participants provenant des projets/programmes, des collectivités locales et des organisations professionnelles sont pour le moins qu'on puisse dire, très importants. Cette conclusion facilite l'atteinte de l'objectif du projet ASRP.

**Tab. 24 Effets "Très fort" et "Fort" des formations sur les activités professionnelles des bénéficiaires par type d'acteurs en valeurs relatives**

Paramètres	Types d'acteurs							Moyenne
	Adminstrat.	Projets et Program,	Collectivités locales	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres	
Compréhension de ma mission	90,2	85,7	100,0	83,3	83,3	83,3	100,0	89,4
Préparation de mes plans d'actions	62,7	100,0	100,0	66,7	91,7	75,0	50,0	78,0
Mise en œuvre et évaluation de mes plans d'actions	47,1	57,1	100,0	33,3	58,3	50,0	0,0	49,4
Organisation du travail	82,4	100,0	100,0	83,3	91,7	83,3	100,0	91,5
Connaissances utilisées lors de la mise en œuvre de mes activités professionnelles	86,3	85,7	100,0	83,3	75,0	83,3	0,0	73,4
Suivi des activités de la structure dans laquelle je travaille	62,7	57,1	100,0	50,0	58,3	25,0	0,0	50,5
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	17,6	0,0	0,0	16,7	8,3	33,3	0,0	10,9
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	88,2	100,0	100,0	91,7	50,0	83,3	100,0	87,6
Collaboration avec les autres partenaires	19,6	14,3	100,0	25,0	50,0	75,0	0,0	40,6
Préparation des offres techniques	64,7	85,7	100,0	58,3	75,0	66,7	50,0	71,5
Capacités de négociation avec les autres partenaires	35,3	42,9	0,0	0,0	33,3	41,7	50,0	29,0
Dans le domaine de la publication	9,8	14,3	0,0	0,0	0,0	8,3	0,0	4,6
Interviews ou conférences de presse	47,1	57,1	100,0	50,0	33,3	41,7	50,0	54,2
Autres à préciser	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3

Si l'on se réfère au tableau 25 ci-dessous, relatif à la comparaison des résultats issus des deux enquêtes (2006 et 2008), il ressort que dans la presque totalité des effets des formations sur les activités professionnelles des participants, les résultats de 2008 sont largement supérieurs à ceux de 2006. Cela traduit globalement que les formations initiées par le projet ASRP ont un impact très fort sur les activités professionnelles des organisations intermédiaires bénéficiaires des différentes formations.

**Tab. 25 Effets "très fort et fort" des formations sur les activités professionnelles des participants en 2006 et 2008**

Effets des formations	Moyenne	
	1ère enquête	2ème enquête
Compréhension de ma mission	42,6	89,4
Préparation de mes plans d'action	35,7	78,0
Mise en œuvre et évaluation des plans d'action	28,6	49,4
Organisation du travail	55,3	91,5
Connaissances utilisées lors de la mise en œuvre de mes activités professionnelles	0,0	73,4
Suivi des activités de la structure dans laquelle je travaille	36,2	50,5
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	12,2	10,9
Collaboration avec les autres partenaires	53,8	87,6
Préparation des offres techniques	7,4	40,6
Capacités de négociation avec les autres partenaires	42,4	71,5
Capacités de rédiger des rapports ou de présenter des données	23,5	29,0
Recherches dans Internet	4,9	4,6
Animation des réunions	35,0	54,2
Autres	0,0	0,3

### 5.3.3 Effets des formations des membres des structures de la SRP

Les résultats contenus dans le tableau 26 ci-dessous prouvent que les 100% des participants appartenant aux trois groupes thématiques (Gouvernance et renforcement des capacités, Croissance macroéconomique et Secteurs sociaux) ainsi que ceux de la cellule de Suivi Evaluation ont affirmé que les formations du projet ont des effets positifs sur leurs activités professionnelles. Au niveau des deux autres cellules (Communication et culture et Suivi technique), les participants ayant soutenu que les formations ont eu des effets sur leurs activités professionnelles représentent respectivement 75% et 88,9% des répondants.

**Tab. 26. Effets des formations sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP en valeurs relatives**

Type d'acteurs	Réponses		Total
	Oui	Non	
Gouvernance et Renforcement des Capacités	100,0	0,0	100,0
Croissance Macroéconomique	100,0	0,0	100,0
Secteurs sociaux	100,0	0,0	100,0
Suivi Evaluation	100,0	0,0	100,0
Communication et Culture	75,0	25,0	100,0
Suivi Technique	88,9	11,1	100,0
Moyenne globale	94,0	6,0	100,0

Les types d'effets pour lesquels les membres des structures de gestion de la SRP ont affirmé constater les incidences positives « très fort » et « fort » sur leurs activités professionnelles sont par ordre d'importance :

- L'amélioration de l'organisation du travail (93,2% en moyenne) ;
- Une meilleure compréhension de sa mission (93,1%) ;
- Une amélioration de la qualité des offres technique et financière (72,2%) ;
- Et l'évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation (72,0%) ;

Les 100% des membres des groupes thématiques Gouvernance et Renforcement des Capacités et Secteurs Sociaux se sont prononcés par « très fort » ou « fort » sur l'amélioration dans l'organisation de leur travail. Pour les membres du groupe thématique Croissance Economique, le niveau de satisfaction est de 92,3%.

Concernant l'effet sur « une meilleure compréhension de sa mission », 100% des membres des cellules « Communication et Culture » et « Suivi Technique », ainsi que ceux du groupe thématique secteurs sociaux l'ont apprécié avec les remarques « très fort ou « fort ».

L'amélioration de la qualité des offres techniques et financières a été qualifiée de « très fort » ou « fort » par 72,2% des membres des structures de la SRP enquêtés. Les proportions sont variables en fonction des types de structure. Pour les membres du groupe thématique « Secteurs Sociaux » et ceux de la cellule « Suivi technique », les 100% estiment le niveau d'amélioration comme « très fort » et « fort ». Pour les membres de la cellule « Suivi Technique » l'appréciation « très fort » ou « fort » est donnée par 76,9% des membres ; et, 72,6% des membres du groupe thématique « Gouvernance et Renforcement des Capacités » ont affirmé la même appréciation.

**Tab. 27 Effets "Très Fort" et "Fort" des formations sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP en valeurs relatives**

Paramètres	Structures de la SRP						Moyenne
	Gouvernance et Renforcement des Capacités	Croissance Macroéconomique	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Communication et Culture	Cellule de Suivi Technique	
Compréhension de ma mission	90,9	84,6	100,0	83,3	100,0	100,0	93,1
Préparation de mes plans d'actions	81,8	38,5	100,0	50,0	66,7	50,0	64,5
Mise en œuvre et évaluation de mes plans d'actions	54,5	23,1	100,0	33,3	66,7	37,5	52,5
Organisation du travail	100,0	92,3	100,0	66,7	100,0	100,0	93,2
Connaissances utilisées lors de la mise en œuvre de mes activités professionnelles	90,9	92,3	50,0	50,0	66,7	75,0	70,8
Suivi des activités de la structure dans laquelle je travaille	72,7	53,8	0,0	50,0	66,7	37,5	46,8
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	9,1	38,5	50,0	33,3	33,3	50,0	35,7
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	72,7	38,5	50,0	83,3	100,0	87,5	72,0
Collaboration avec les autres partenaires	9,1	46,2	100,0	33,3	0,0	50,0	39,8
Préparation des offres techniques	72,7	76,9	100,0	50,0	33,3	100,0	72,2
Capacités de négociation avec les autres partenaires	45,5	7,7	50,0	16,7	33,3	25,0	29,7
Dans le domaine de la publication	9,1	15,4	0,0	16,7	33,3	12,5	14,5
Interviews ou conférences de presse	9,1	15,4	0,0	0,0	66,7	12,5	17,3
Autres à préciser	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	16,7

Le rapprochement des résultats des deux enquêtes permet de dire que ceux de 2008 sont tous largement supérieurs à ceux qui ont été obtenus il y a deux ans. Cela veut dire que les membres des structures de gestion de la SRP ont fortement amélioré leurs activités professionnelles en raison des formations de l'ASRP, et par conséquent, que les actions du projet ont commencé à produire un impact réel sur les activités professionnelles des membres des structures de gestion de la SRP.

**Tab. 28. Effets "très fort et fort" des formations sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP en 2006 et 2008**

Effets des formations	Moyenne	
	1ère enquête	2ème enquête
Compréhension de ma mission	57,8	93,1
Préparation de mes plans d'action	37,1	64,5
Mise en œuvre et évaluation des plans d'action	42,3	52,5
Organisation du travail	46,3	93,2
Connaissances utilisées lors de la mise en œuvre de mes activités professionnelles	0,0	70,8
Suivi des activités de la structure dans laquelle je travaille	40,1	46,8
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	15,2	35,7
Collaboration avec les autres partenaires	65,8	90,1
Préparation des offres techniques	17,6	39,8
Capacités de négociation avec les autres partenaires	31,9	72,2
Capacités de rédiger des rapports ou de présenter des données	41,7	29,7
Recherches dans Internet	14,2	14,5
Animation des réunions	44,2	17,3
Autres	0,0	16,7

#### **5.4 Effets des formations sur l'environnement des participants**

En plus des effets sur leurs activités professionnelles, les formations ont aussi des effets sur l'environnement des participants.

##### **5.4.1 Effets globaux des formations sur l'environnement des participants**

Selon les données du tableau 29, 100 participants sur 101 en représentant les 99%, ont affirmé que les formations ont eu des effets sur leur environnement. Ce résultat dénote de la démultiplication des effets de la formation sur l'environnement des bénéficiaires indirects du projet ASRP que constituent les organisations intermédiaires.

**Tab. 29. Niveau des effets sur l'environnement des participants**

Réponses	Fréquence	Pourcentage
Oui	100	99,0
Non	1	1,0
Total	101	100,0

Les types d'effets sur l'environnement des bénéficiaires dont l'appréciation est qualifiée de « très fort » et « fort », par ordre d'importance sont :

1. Des connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec des collaborateurs (83,0% en moyenne) ;
2. Des connaissances transférées à des collaborateurs (80%) ;
3. La participation à des conférences et débats (68%).

Pour « les connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs », les 40,0% des bénéficiaires ont trouvé l'effet « très fort » et 43,0% « fort ». 42,0% d'entre eux par ailleurs, ont estimé le type d'effet portant sur « les connaissances transférées à des collaborateurs », comme « très fort » et 38,0%, « fort ». Enfin, 52,0% des bénéficiaires n'ont estimé que l'amélioration de leur participation à des conférences et ateliers comme « fort » et 16% comme « très fort ».

Par conséquent, les formations initiées dans le cadre de la mise en œuvre du projet ASRP peuvent être considérées comme ayant eu des effets importants sur l'environnement des bénéficiaires ; ce qui s'est traduit par un transfert de connaissances à des collaborateurs et une meilleure participation des organisations intermédiaires à des conférences et débats.

**Tab. 30 Effets des formations sur l'environnement des bénéficiaires en valeurs relatives**

Types d'effets	Appréciation				
	Très fort	Fort	Moyen	Faible	Pas concerné
Connaissances transférées à mes collaborateurs	42,0%	38,0%	14,0%	1,0%	5,0%
Connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs	40,0%	43,0%	11,0%	0,0%	6,0%
Relations avec les membres de votre famille et vos amis	8,0%	23,0%	30,0%	13,0%	26,0%
Participation à des conférences et ateliers	16,0%	52,0%	14,0%	13,0%	5,0%
Participation à des débats publics	8,0%	35,0%	28,0%	15,0%	14,0%
Dans le domaine de la publication	0,0%	15,0%	23,0%	25,0%	37,0%
Interviews ou conférences de presse	2,0%	10,0%	14,0%	11,0%	63,0%
Autres à préciser	0,0%	0,0%	0,0%	1,0%	99,0%

L'observation des données du tableau 31 ci-dessous, portant sur la comparaison entre les résultats des études de 2006 et 2008, permet de ressortir que l'appréciation

« très fort » et « fort » de tous les types d'effets a connu une nette croissance entre les deux périodes.

Par conséquent, on peut en conclure que les effets des formations initiées par le projet ASRP ont été largement diffusés par le transfert de compétences entre les organisations intermédiaires bénéficiaires et leur environnement entre 2006 et 2008.

**Tab. 31 Impact "très fort et fort" des formations sur l'environnement des bénéficiaires en 2006 et 2008**

Impact des formations	Moyenne	
	1ère enquête	2ème enquête
Connaissances transférées à mes collaborateurs	67,0	80,0
Connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs	58,0	83,0
Relations avec les membres de votre famille et vos amis	21,0	31,0
Participation à des conférences et ateliers	63,0	68,0
Participation à des débats publics	36,0	43,0
Dans le domaine de la publication	22,0	15,0
Interviews ou conférences de presse	9,0	12,0
Autres à préciser	4,0	0,0

#### 5.4.2 Effets des formations sur l'environnement des participants selon leur origine

En se référant à la structure d'origine des participants (tableau 32), il ressort que de façon globale, les formations du projet ASRP ont des effets importants sur l'environnement des bénéficiaires enquêtés. Seuls, 7,7% des participants provenant des ONG ont affirmé le contraire. Pour les 100% des participants en provenance des autres secteurs la réponse est oui.

Ainsi, le niveau de duplication des formations initiées par le projet ASRP est très fort.

**Tab. 32. Effets des formations sur l'environnement des participants par type d'acteurs en valeurs relatives**

Type d'acteurs	Réponses		Total
	Oui	Non	
Administration	100,0	0,0	100,0
Projets et programmes	100,0	0,0	100,0
Collectivités décentralisés	100,0	0,0	100,0
ONG	92,3	7,7	100,0
Organisations professionnelles	100,0	0,0	100,0
Secteur privé	100,0	0,0	100,0
Autres secteurs	100,0	0,0	100,0
Moyenne globale	98,9	1,1	100,0

Si l'on se base sur l'analyse à partir des structures d'origine des participants en se référant au tableau 33 ci-dessous, on peut énumérer les types d'effets où le niveau d'appréciation par « très fort » et « fort » commesuit :

1. Des connaissances transférées à des collaborateurs (87,2% en moyenne) ;
2. L'amélioration des participations à des conférences et ateliers (65,6%) ;
3. Des connaissances mise en œuvre lors des réunions techniques avec des collaborateurs (45,5%) ;
4. Des participations à des débats publics (41,2%).

Pour l'effet « connaissances transférées à des collaborateurs », les 100% des participants en provenance des collectivités locales et des institutions républicaines l'ont estimé de façon « très fort » et « fort ». Pour ceux qui proviennent de l'administration et des organisations professionnelles, les proportions sont respectivement 88,9% et 91,7%.

L'amélioration des participations à des conférences et ateliers est affirmée de façon « très fort » et « fort » par tous les participants provenant des institutions républicaines. Pour ceux qui proviennent des ONG et du secteur privé, respectivement 91,7% et 83,3% ont affirmé le même niveau d'appréciation.

Quant à l'effet « connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs », les 100% des participants provenant des collectivités locales l'ont affirmé de manière « très fort » et « fort ». Pour ceux provenant des ONG et organisations professionnelles, le niveau d'appréciation est respectivement 50,0% et 58,3%.

**Tab. 33 Effets "Très fort" et "Fort" des formations sur l'environnement des bénéficiaires par type d'acteurs en valeurs relatives**

Types d'effets	Types d'acteurs							Moyenne
	Adminstrat.	Projets et Program,	Collectivités locales	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres	
Connaissances transférées à mes collaborateurs	88,9%	71,4%	100,0%	83,3%	91,7%	75,0%	100,0%	87,2
Connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs	35,2%	0,0%	100,0%	50,0%	58,3%	25,0%	50,0%	45,5
Relations avec les membres de votre famille et vos amis	33,3%	14,3%	0,0%	33,3%	41,7%	25,0%	0,0%	21,1
Participation à des conférences et ateliers	63,0%	71,4%	0,0%	91,7%	50,0%	83,3%	100,0%	65,6
Participation à des débats publics	37,0%	42,9%	0,0%	75,0%	33,3%	50,0%	50,0%	41,2
Dans le domaine de la publication	22,2%	14,3%	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%	50,0%	13,5
Interviews ou conférences de presse	7,4%	14,3%	0,0%	66,7%	8,3%	33,3%	50,0%	25,7
Autres à préciser	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0

### 5.4.3 Effets des formations sur l'environnement des membres des structures de la SRP

Pour les membres des structures de gestion de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, le niveau d'appréciation par « très fort » et « fort » est très élevé. Pour tous les groupes thématiques et les cellules Communication/culture et Suivi technique, les 100% des participants ont affirmé que les formations qu'ils ont suivi ont des effets positifs sur leurs activités professionnelles. La seule structure dont les participants ne se sont pas tous prononcé par « très fort » et « fort » est la cellule de Suivi Evaluation (tableau 34).

**Tab. 34 Effets des formations sur l'environnement des membres des structures de la SRP en valeurs relatives**

Type d'acteurs	Réponses		Total
	Oui	Non	
Gouvernance et Renforcement des Capacités	100,0	0,0	100,0
Croissance Macroéconomique	100,0	0,0	100,0
Secteurs sociaux	100,0	0,0	100,0
Suivi Evaluation	83,3	16,7	100,0
Communication et Culture	100,0	0,0	100,0
Suivi Technique	100,0	0,0	100,0
Moyenne globale	97,2	2,8	100,0

Si l'on se réfère aux données du tableau 35 ci-dessous, on remarque qu'à l'égard des bénéficiaires des formations de façon générale, les membres des structures de gestion de la SRP se sont prononcés par « très fort » et « fort » au niveau de deux types d'effets. Il s'agit de :

- Des connaissances transférées à des collaborateurs (88,9% en moyenne) pour tous les groupes thématiques et les des cellules techniques ;
- Des connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs (68,5%).

Pour le type d'effet concernant des connaissances transférées à des collaborateurs, les 100% des membres des cellules (Suivi Évaluation et Suivi Technique) ainsi que ceux du groupe thématique Secteurs Sociaux se sont prononcés par « très fort » ou « fort ». Pour les deux autres groupes thématiques (Gouvernance et Renforcement des Capacités, et Croissance Économique), respectivement 92,3% et 90,9% des membres se sont prononcés par « très fort » et « fort ».

Sur l'effet « Connaissances transférées à des collaborateurs », les 100% des membres du groupe thématique « Secteurs Sociaux » se sont prononcés par « très fort » et « fort ». Cette proportion est de 88,9% et 84,6% respectivement pour les membres de la cellule de Suivi Technique et ceux du groupe thématique Croissance Macroéconomique.

**Tab. 35 Effets "Très Fort" et "Fort" des formations sur l'environnement des membres des structures de la SRP en valeurs relatives**

Types d'effets	Structures de la SRP						Moyenne
	Gouvernance et Renforcement des Capacités	Croissance Macroéconomique	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Communication et Culture	Cellule de Suivi Technique	
Connaissances transférées à mes collaborateurs	90,9%	92,3%	100,0%	100,0%	50,0%	100,0%	88,9
Connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs	27,3%	84,6%	100,0%	60,0%	50,0%	88,9%	68,5
Relations avec les membres de votre famille et vos amis	72,7%	0,0%	50,0%	20,0%	25,0%	22,2%	31,7
Participation à des conférences et ateliers	36,4%	46,2%	0,0%	60,0%	75,0%	33,3%	41,8
Participation à des débats publics	18,2%	30,8%	0,0%	60,0%	50,0%	33,3%	32,0
Dans le domaine de la publication	0,0%	7,7%	0,0%	60,0%	75,0%	11,1%	25,6
Interviews ou conférences de presse	0,0%	7,7%	0,0%	0,0%	50,0%	11,1%	11,5
Autres à préciser	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0

En se référant aux données du tableau 36 ci-dessous (les résultats des deux enquêtes déroulées en 2006 et 2008), on observe qu'en dehors du type d'effets portant sur « la participation aux débats » dont le niveau d'appréciation par « très fort » et « fort » a baissé de 35,3% à 32,3%, le niveau d'appréciation a fortement augmenté pour tous les autres.

Par conséquent, les effets des formations du projet ASRP ont globalement connu une croissance assez significative entre 2006 et 2008.

**Tab. 36 Impact "très fort et fort" des formations sur l'environnement des participants selon le type de structures en 2006 et 2008**

Impact des formations	Moyenne	
	1ère enquête	2ème enquête
Connaissances transférées à mes collaborateurs	67,7	88,9
Connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs	53,8	68,5
Relations avec les membres de votre famille et vos amis	16,8	31,7
Participation à des conférences et ateliers	62,4	41,8
Participation à des débats publics	35,3	32,0
Dans le domaine de la publication	11,6	25,6
Interviews ou conférences de presse	5,6	11,5
Autres à préciser	1,1	0,0

## **6 Forces et faiblesses constatées par les participants**

Les résultats de l'enquête sur les effets des formations initiées par le projet ASRP sur le processus de la SRP, les activités professionnelles et l'environnement des organisations intermédiaires cibles, ont prouvé que l'initiation et la mise en œuvre de ce programme ont été pertinentes quant à la recherche de solutions aux différentes contraintes identifiées dans tous le processus de la SRP. Il apparaît néanmoins important de se pencher d'une part sur les forces pour les exploiter afin de capitaliser les bonnes pratiques ; et d'autre part, sur les faiblesses auxquelles il faudra trouver des solutions dans la suite du projet.

### **6.1 Forces constatées**

Lors des enquêtes, les entretiens avec les participants ont permis d'identifier plusieurs forces dont les plus pertinents sont : i) le développement d'une expertise nationale et locale dans des secteurs liés à la SRP, ii) une meilleure implication des OSC dans le processus de la SRP, iii) une meilleure prise en compte des préoccupations des pauvres dans le DSRP 2, et vi) une duplication des effets des formations dans l'environnement des organisations intermédiaires cibles.

#### **6.1.1 Développement d'une expertise nationale et locale dans des secteurs liés à la SRP**

Aussi bien au niveau national que local<sup>3</sup>, les formations initiés par le projet ASRP ont assuré la promotion d'une expertise nationale dans divers domaines (évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté, bonne gouvernance et renforcement des capacités, politiques macroéconomiques pour les pauvres, etc.). Ces personnes ressources ont joué un rôle appréciable à plusieurs niveau (évaluation de la SRP, débats dans les différentes structures de la SRP, élaboration et modélisation économiques, collecte et traitement des données pour l'élaboration des indicateurs de la SRP, etc.) et ont facilité l'atteinte des résultats.

C'est dans ce cadre qu'il faudra aussi placer l'AGEVAL (Association des Evaluateurs de Guinée) qui constitue une initiative assez intéressante et qui joue un rôle de premier plan dans la promotion de l'expertise guinéenne, malgré que son développement soit bloqué par quelques contraintes.

#### **6.1.2 Meilleure implication des OSC dans le processus de la SRP**

Lors de l'élaboration du DSRP 1 les OSC étaient faiblement représentées. A la suite des différentes formations et des ateliers de réflexion organisés par le projet sur le rôle et les responsabilités des OSC dans le processus de la SRP, des actions encourageantes ont été initiées par les décideurs politiques et cela s'est traduit par une meilleure intégration des OSC dans les toutes les structures de la SRP. On remarque aussi, que lors de l'évaluation de la SRP, des consultants provenant des OSC ont joué un rôle de premier plan.

---

<sup>3</sup> Dans les 5 préfectures de la région administrative de Labé.

### 6.1.3 Meilleure prise en compte des préoccupations des pauvres dans le DSRP 2

Les formations portant sur les Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres et le Simulateur Macroéconomique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS) qui ont ciblé particulièrement les cadres des Directions Nationales du Plan, de l'Economie, du Budget et des autres départements sectoriels, ainsi que la Banque Centrale a favorisé l'émergence d'une nouvelle vision en terme de préparation du Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT), budgétisation des dépenses publiques. Ces effets sur ces personnes ressources ont permis d'intégrer dans le DSRP 2 plus de préoccupations en faveur des pauvres que dans le premier document. En plus ces différents cadres vont continuer à œuvrer lors des différentes phases de préparation du budget national, à ce que les principes décrits dans le DSRP 2 soient mis en œuvre.

### 6.1.4 Duplication des effets des formations dans l'environnement des organisations intermédiaires

Les nouveaux outils et approches auxquels les participants se sont familiarisés lors des formations et notamment ceux portant sur l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté leurs ont permis d'améliorer de façon très nette leurs méthodes de travail et de collaboration avec leur collègues et partenaires. Ne serait-ce que sur le cas des participants issus du milieu de la consultation et des ONG, ces outils et approches ont pu permis d'adopter de nouvelles formes de présentation des offres techniques, ce qui a permis de faire la différence avec les autres concurrents.

Les deux ateliers de formation portant sur le DEL commencent déjà à bouleverser les méthodes de travail des participants locaux. Pour illustrer cela, il est possible de se référer à deux citations : i) **« les outils du DEL vont nous permettre actuellement d'analyser toutes les filières, d'identifier les contraintes et de déboucher sur un plan d'action »** ; et ii) **« c'est le DEL qui nous a permis de comprendre qu'un projet économique, en plus de ses aspects avantageux peut jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la paix sociale. L'institutionnalisation de rencontres périodiques entre les jeunes, les femmes et les anciens pour discuter de développement, permet de résoudre les problèmes de la communauté en favorisant des solutions consensuelles »**.

Par conséquent, on peut dire que les effets de ces formations ont été à l'origine de changements assez importants dans l'organisation du travail, dans la collaboration et la qualification des organisations intermédiaires cibles.

## 6.2 Faiblesses constatées

Certes les formations initiées ont des effets bénéfiques sur les organisations intermédiaires cibles et ont facilité l'atteinte de résultats significatifs lors du déroulement du processus de la SRP. Mais certaines faiblesses ont été identifiées. Les plus importantes sont : i) absence d'actions de formation au profit des décideurs politiques, et ii) au niveau local, faiblesse des acteurs et méconnaissance du champ d'action de la GTZ,

### **6.2.1 Absence d'actions de formation au profit des décideurs politiques**

Certes des formations dans deux domaines (l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - cours comprimé - et politiques de croissance en faveur des pauvres) ont été initiées en faveur des directeurs nationaux. Dans les pays où existe une certaine culture démocratique, ces cadres des différents départements ministériels sont des personnes ressources qui conseillent les décideurs politiques (ministres) sur les orientations économiques et stratégiques. C'est fondamentalement pour cette raison que les personnes ressources qu'il fallait cibler surtout pour des thèmes de formation comme la « bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles » devaient être les décideurs politiques.

### **6.2.2 Au niveau local, faiblesse des acteurs et méconnaissance du champ d'action de la GTZ**

Dans le cadre de la réorientation des actions du projet ASRP dans la Région Administrative de Labé, deux ateliers de formation ont été initiés sur le Développement Economique Local (DEL). Les structures déconcentrées de l'administration (plus ou moins impliquées dans le développement économique local), des ONG et des opérateurs économiques ont été ciblés.

Dans l'ensemble ces ateliers se sont bien déroulés et ont permis aux différents acteurs d'enclencher un processus de concertation et de complémentarité au niveau local, dont la finalité est la promotion du développement de leurs localités. Cependant, quelques faiblesses ont été constatées.

Toute l'économie locale repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage. Par conséquent, les initiatives pour la promotion du développement local ne peuvent être bâties qu'autour de ces secteurs économiques. Dans ce cadre, il apparaît absurde que les responsables locaux de ces secteurs (DPDRE) ne soient pas parties prenantes. C'est le cas de la préfecture de Mali dont la DPDRE ne fait pas partie de l'équipe DEL de Mali.

Durant les deux ateliers, aucun module de formation n'a été réservé sur l'ASRP-GTZ. Ainsi, les bénéficiaires des formations ne disposent pas d'informations sur les objectifs, la philosophie et les actions du projet. C'est ce manque d'information sur le projet qui a amené certains participants à faire des propositions qui ne cadrent pas avec la vision et les activités du projet.

L'autre élément non moins important, est le faible niveau de formation des agents des structures déconcentrées et des organisations de producteurs. Les premiers, pour la plupart sont des ingénieurs agronomes qui ont exercé dans les FAPA et qui ont été reconvertis. De ce fait, ils disposent de connaissances très limitées dans des domaines comme la planification, le suivi évaluation, etc.

## 7 Conclusions et recommandations

Lors de l'élaboration et la mise en œuvre du DSRP 1, des contraintes majeures ont été identifiées. Il s'agissait : i) du faible niveau de concertation entre tous les acteurs impliqués dans le développement du pays (administration, secteur privé, organisations de la société civile et institutions républicaines), ii) du faible niveau de représentativité des OSC et de la faible capacité des ressources humaines, iii) de la non prise en compte des réels problèmes de gouvernance dans la priorisation des actions.

Pour œuvrer à la levée de ces contraintes, la Coopération Technique Allemande a initié auprès du Ministère du Plan et de la Coopération le Projet d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (ASRP) avec comme objectif, assister les décideurs et experts guinéens chargés de la coordination de la stratégie de réduction de la pauvreté à élaborer des méthodes et des instruments appropriés pour appuyer une formulation cohérente et une mise en œuvre bien ciblée de leurs stratégies. Entre autres actions, le projet a organisé 11 ateliers de formation à Conakry, Kindia et Labé à l'intention des organisations intermédiaires cibles

Les enquêtes organisées en vue de mesurer les effets ont permis de prouver que ces formations ont fortement été appréciées et qu'elles ont des effets très importants sur le processus de la SRP. Elles ont permis la promotion d'une équipe d'experts nationaux et de personnes ressources qui ont joué un rôle de premier plan lors de l'évaluation du DSRP 1, dans les débats au niveau des groupes thématiques et cellules de suivi de la SRP.

Ces formations ont aussi des effets positifs sur les activités professionnelles des bénéficiaires et cela a permis d'améliorer leur qualification, de mieux organiser leur travail et d'entretenir de meilleures relations avec leurs collègues et partenaires.

Ces formations ont aussi des effets assez importants sur l'environnement des bénéficiaires. Des outils et approches qu'ils ont appris ont été transférés à des collaborateurs, utilisés lors d'autres travaux ou dans d'autres circonstances.

Ces formations ont donc permis l'amélioration et l'accroissement du niveau de qualification des bénéficiaires. C'est d'ailleurs ce qui nous permet d'affirmer que ces formations ont favorisé l'atteinte des objectifs du projet, d'autant plus qu'elles ont permis : i) le développement d'une expertise nationale et locale dans des secteurs liés à la SRP, ii) une meilleure implication des OSC dans le processus de la SRP, iii) une meilleure prise en compte des préoccupations des pauvres dans le DSRP 2, et vi) une duplication des effets des formations dans l'environnement des organisations intermédiaires cibles. Même si ces formations ont permis d'atteindre ces résultats, des faiblesses ont été constatées. Il s'agit entre autres de : i) l'absence d'actions de formation au profit des décideurs politiques, ii) la faiblesse de l'appui institutionnel au Secrétariat Permanent de la SRP et des structures chargées de la mise en œuvre de la SRP, et iii) au niveau local, faiblesse des acteurs et méconnaissance du champ d'action de la GTZ. Dans le but de permettre d'accroître son efficacité et d'atteindre des résultats durables, il nous semble nécessaire d'aller dans le sens des recommandations suivantes : i) poursuivre les programmes de formation au profit des différents acteurs impliqués dans le processus, ii) appuyer les structures en charge de la mise en œuvre et du suivi de la SRP, iii) promouvoir la collaboration

entre les différents bailleurs de fonds afin d'accroître la synergie des interventions sur les mêmes acteurs.

#### Poursuite des programmes de formation au profit des différents acteurs impliqués dans le processus

Même si des résultats assez significatifs ont été atteints, le projet ASRP doit continuer ces programmes de formation. Dans ce cadre, les actions doivent être centrées autour des structures en charge de la mise en œuvre et de suivi de la SRP, tant au niveau national que local. On peut en citer quelques thèmes. Il s'agit entre autres de :

- La formation au profit des membres du gouvernement sur des thèmes comme la bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles ;
- La formation des membres des structures de gestion de la SRP sur des thèmes à définir avec le Secrétariat Permanent ;
- La formation des équipes DEL sur des thèmes comme la planification, la collecte et le traitement des données statistiques, la mise en œuvre et le suivi de la SRP, etc.

#### L'appui aux structures en charge de la mise en œuvre et du suivi de la SRP

En plus de la formation des acteurs, le projet ASR doit s'impliquer dans l'appui technique (assistance technique) et en matériel de certaines structures en charge de la mise en œuvre et du suivi de la SRP. Il s'agit en fait de poursuivre l'expérience qu'il compte développer dans la Région Administrative de Labé avec l'équipement de la direction régionale et des Directions Préfectorales du Plan. Ces actions sont conformes avec la vision du projet et vont dans le sens de l'atteinte de son objectif. On pourrait citer entre autres, les actions suivantes :

- L'appui à la mise en place d'une bibliothèque virtuelle au Secrétariat de la SRP pour archiver toute la production intellectuelle ;
- Equipement du Secrétariat Permanent en outils informatiques nécessaires ;
- Le renforcement des capacités techniques des cellules ou services statistiques en charge de la production des indicateurs de suivi évaluation de la SRP ;
- Le partage d'expériences avec les autres cellules de suivi évaluation des pays de la sous-région avec celle de la Guinée ;
- L'amélioration du MSEGUI-TRE jusqu'à la finalisation des comptes nationaux 2004, 2005 et 2006 par un financement adéquat ;
- L'appui à l'élaboration des indicateurs conjoncturels quantitatifs.

#### Promotion de la collaboration entre les différents bailleurs de fonds afin de d'accroître la synergie des interventions sur les mêmes acteurs

Dans le sens d'une certaine complémentarité entre les différents bailleurs de fonds qui interviennent dans la lutte contre la pauvreté et pour une meilleure utilisation des ressources, le gouvernement doit œuvrer à la mise en place d'un cadre de concertation permanent afin de les amener à aller vers des actions concertées. A notre avis, c'est l'approche la plus intéressante pour accroître l'efficacité des actions et d'atteindre des résultats significatifs.

## **8 Annexes**

## 8.1 Termes de référence de la mission

Enquête sur l'impact des différentes formations organisées par le Projet ASRP et l'évaluation des besoins en renforcement des capacités (formation et équipement) de la Direction Régionale du Plan de Labé et des 5 Directions Préfectorales.

### 1. Contexte

Après l'évaluation du projet ASRP qui s'est déroulée courant juin 2006, il a été recommandé entre autres et en plus des actions d'appui au Secrétariat Permanent de la SRP, de mieux recentrer les actions dans la région de Labé. Cette évaluation du projet fait suite à celle du document régional de stratégie de réduction de la pauvreté de Labé et l'élaboration de la deuxième SRP et sa validation en avril 2006. Le nouveau document de stratégie régionale est axé autour de six axes fondamentaux: (i) l'amélioration de la gouvernance; (ii) le développement des infrastructures de base; (iii) le développement de la production agropastorale et la protection de l'environnement; (iv) la promotion des activités économiques; (v) le renforcement de l'accès aux services de santé et (vi) le renforcement de l'accès aux services d'éducation.

Dans le cadre de la promotion d'une économie locale régionale, la GTZ a appuyé l'organisation de deux ateliers sur le Développement Economique Local respectivement les 11 et 15 décembre 2006 et du 07 au 11 mars 2007. Ils avaient réuni les responsables préfectoraux et régionaux des structures déconcentrées plus ou moins liées au développement économique (Plan, Développement Rural, Micro Réalisations, etc.), des groupements de producteurs et organisations de la société civile. L'objet des deux ateliers était de former ces acteurs du développement, à l'approche DEL et la finalité était de les amener avec l'aide des outils, à mieux cerner les problématiques du développement et d'aboutir à des plans d'action dont la réalisation permettrait, au niveau de chaque préfecture, de réduire certaines entraves qui enracinent la pauvreté.

A la suite de la validation du DSRP 2 et avec le démarrage de sa mise en œuvre, ces différents acteurs et particulièrement le Directeur Régional du plan et les 5 Directeurs Préfectoraux, ainsi que les chargés de la statistique de par leur mandat, vont jouer un rôle de premier plan au niveau de la mise en place et du suivi d'un système régional d'informations statistiques. Dans le cadre de ce processus, leur mission sera essentiellement axée à la production de statistiques fiables et à l'évaluation des actions de lutte contre la pauvreté. Le problème fondamental qui va constituer une contrainte à ce processus est que ces ressources humaines ne disposent ni des capacités techniques ni des équipements adéquats pour réaliser cette mission.

Dans le domaine du suivi évaluation, la Coopération Technique Allemande, comme d'ailleurs la plupart des institutions de développement, ont mis en place dans tous les projets un système de suivi évaluation accès essentiellement sur le suivi des effets. Ce système est alimenté par la mise en place d'un système de collecte des données et l'élaboration d'enquêtes périodiques. Ces informations vont constituer un outil d'aide à la décision qui permettra de mieux piloter les projets afin d'en tirer des

leçons qui serviront à la planification et au pilotage du système mis en place. Ce processus s'effectue dans le cadre d'un contrôle d'avancement du projet, qui, dans les normes requiert de facto des données et informations continues sur le projet. Tous ces paramètres constituent des instruments qui rentrent en jeu dans le Système GTZ de "Management du Savoir", où l'on apprend continuellement des expériences et mieux cerner les objectifs du projet dans le souci constant de rester dans les normes relativement à l'ordre passé par le Client qu'est le BMZ.

La présente consultation porte sur deux volets. Il s'agit de réaliser une enquête sur l'impact des formations sur les différents bénéficiaires (anciens programmes et nouveaux programmes) et d'évaluer les besoins de renforcement des capacités (capacités des ressources humaines et équipements) de la direction régionale et des Directions Préfectorales du Plan. Les résultats de ces deux études serviront de base (capacités des ressources humaines et équipements) à l'élaboration d'un système de suivi, axé sur les impacts au sein du projet et au renforcement des capacités institutionnelles et humaines des cibles.

## 2. Objectifs de la mission

Les objectifs généraux de la mission consistent d'une part de réaliser une analyse assez objective de l'impact de ces formations sur les groupes cibles afin de détecter les bonnes pratiques utiles qui peuvent être reconduites mais aussi les contraintes majeurs et d'autre part d'évaluer les besoins de formation et d'appui institutionnel des structures déconcentrées du plan (direction régionale de Labé et Directions Préfectorales).

De façon spécifique, il s'agit :

### Pour l'étude d'impact

- D'analyser auprès des groupes cibles, la pertinence, l'efficacité, et l'efficacité du projet ;
- De démontrer comment les formations contribuent-elles à l'atteinte des objectifs du projet et si tel n'est pas le cas, identifier les contraintes qui ont concouru aux échecs ;
- De comparer les résultats atteints par rapport à ceux de la mission similaire qui s'est déroulée en juin 2006 ;
- De proposer des recommandations pour lever ces contraintes.

### Pour l'identification des besoins en renforcement des capacités

- De collecter toute la documentation (décrets et arrêtés ministériels portant sur la réglementation des services déconcentrés du plan, et études) ;
- De collecter les CV de tous les agents des structures déconcentrées et de les étudier ;

- De s'entretenir avec les responsables des structures déconcentrées sur les besoins en équipements ;
- D'identifier les besoins de formation du personnel des structures préfectorales et régionales ;
- De proposer des recommandations en termes de programmes de formation et d'équipement pour la direction régionale et les Directions Préfectorales.

### 3. Tâches du consultant

Pour parvenir à ces objectifs, le consultant devra :

- Consulter toute la documentation sur le projet et les actions qui ont été initiées telles que les deux formations portant sur le DEL (rapports des ateliers) ;
- Proposer un questionnaire de base qui sera validé avec l'équipe du projet ;
- Enquêter toutes les cibles et principalement les bénéficiaires des différentes formations ;
- Dépouiller les données collectées afin de produire une base de données avec le logiciel SPSS ;
- Rédiger :
  - le rapport sur l'impact des formations organisées dans le cadre du projet (ce rapport devra contenir les réussites qui peuvent être reproduites et les échecs et recommandations pour les enrayer) ;
  - le rapport sur l'évaluation des besoins de formation et d'appui institutionnel des structures déconcentrées du plan

### 4. Résultats de la mission

La finalité de la mission est de parvenir à :

- Une base de données sur l'impact des formations dispensées qui pourrait constituer un élément pour la mise en place d'un système de suivi évaluation du projet ;
- Un rapport assez exhaustif sur l'impact des formations, les contraintes identifiées et des recommandations pour les futures actions.
- Un rapport assez succinct portant sur des besoins de formation et d'appui institutionnel des structures déconcentrées du plan

## 5. Public cible

Le public ciblé par ces deux missions est constitué des bénéficiaires des différentes formations portant sur les premières formations et le DEL dans la région de Labé.

## 6. Profil du consultant

La mission sera réalisée par un économiste. Il doit être titulaire au minimum d'un diplôme de troisième cycle en économie et doit disposer d'une expérience minimale de 7 ans dans les enquêtes socioéconomiques et l'évaluation de l'impact des projets et programmes.

## 8.2 Tableau synoptique des différentes formations

Date	Titre	Objectifs de la formation	Programme de la formation	Profil des participants
Du 22 au 26 septembre 2003	<b>Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté Cours d'initiation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Objectif global: contribuer à la préparation de la dite évaluation et finalement à l'amélioration de la qualité de la politique guinéenne en matière de lutte contre la pauvreté</li> <li>• Objectif spécifique: préparer un groupe d'experts nationaux à la conception et la mise en œuvre d'une évaluation à mi-parcours de la SRP de la Guinée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le DSRP de la Guinée</li> <li>• Les DSRP d'autres pays africains</li> <li>• Les instruments (cadre logique etc.)</li> <li>• Standards d'évaluation internationaux</li> <li>• L'évaluation participative</li> <li>• La préparation d'une évaluation</li> <li>• Les exigences spécifiques de l'évaluation à mi-parcours de la SRP en Guinée</li> <li>• Termes de référence / logistique pour l'évaluation du DSRP</li> <li>• Validation des résultats du cours</li> <li>• Recommandations pour l'avenir</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadres du SP SRP ;</li> <li>• Personnes ressources de l'Administration ;</li> <li>• Consultants indépendants ;</li> <li>• Personnes ressources des organisations de la société civile.</li> </ul>
Du 06 au 10 décembre 2004 à Labé	<b>Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté – Cours de formation avancée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approfondir les connaissances des conceptions et de la méthodologie de l'évaluation déjà acquises ;</li> <li>• Affiner les recommandations afférant à la préparation et la mise en œuvre de l'évaluation de la SRP en Guinée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue de l'état d'avancement de la SRP en Guinée ;</li> <li>• Introduction à plusieurs méthodes d'évaluation participative ;</li> <li>• Préparation et mise en œuvre d'une enquête pilote à Labé</li> <li>• Perfectionnement des TDR de l'évaluation de la première phase de la SRP en Guinée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Administration ;</li> <li>• Secteur privé ;</li> <li>• ONG.</li> </ul>
•	<b>Cours comprimé en évaluation de la SRP</b>			•
Du 11 au 13 mai 2006	<b>Système d'Information Géographique SIG</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire découvrir par les apprenants la pertinence de l'outil cartographique et du SIG dans un contexte de travail comme le leur ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'historique de la cartographie ;</li> <li>• La terminologie utilisée en cartographie et son évolution vers le Système d'Information Géographique ;</li> </ul>	Les membres de l'Association Guinéenne des Evalueurs (AGEVAL).

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Initier les apprenants à la terminologie et le logique des SIG ;</li> <li>• Initier les apprenants à la réalisation de certaines productions cartographiques simples ;</li> <li>• Habituer les apprenants à la complémentarité des logiciels pour un objectif défini ;</li> <li>• Perfectionner le niveau des initiés, s'il y en a, à la production des cartes selon les règles de l'art.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Généralités et domaines d'application du Système d'Information Géographique ;</li> <li>• Les questions type dont les réponses sont attendues d'un SIG ;</li> <li>• Initiation au logiciel I Arc Explorer, ses caractéristiques et sa place sur la marché actuel des logiciels de SIG</li> </ul>	
Du 13 au 17 juin 2005 ;	<b>Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres – niveau 1</b>	Accroître les connaissances des membres des groupes thématiques « macroéconomie et croissance économique » dans le domaine de Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres (CFP)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les connaissances des participants relatives aux rapports entre les politiques macro-économiques structurelles et sectorielles d'un coté et la pauvreté et la croissance économique de l'autre ;</li> <li>• Définir les possibilités d'opérationnalisation des Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres ;</li> <li>• Fournir un appui technique à l'élaboration de la deuxième phase de la SRP en Guinée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Membres du groupe thématique « macroéconomie et croissance économique » ;</li> <li>• Secteur privé</li> </ul>
Du 20 au 24 février 2006.	<b>Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres – Niveau 2</b>			
Du 29 janvier au 10 février 2006 ;	<b>Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI PAMS – niveau 1</b>	Former les cadres dans l'application du « Simulateur Macro-économique pour l'Analyse de la Pauvreté » (PAMS), en vue d'effectuer des micro simulations pour analyser l'impact sur le pauvreté des scénarios macro-économiques établis avec le modèle macro-économique MSEGUI de la Direction Nationale du Plan	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consolider la mise en œuvre du Simulateur Macro-économique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS) à la DNP et au calibrage compte tenu des données disponibles, notamment celles provenant de l'Enquête Intégrale de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (EIBEP 2003/04) ;</li> </ul>	<p>Cadres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du Plan ;</li> <li>• du MEF ;</li> <li>• de la BCRG ;</li> <li>• du MAEF ;</li> <li>• du M. de la Pêche ;</li> <li>• du M. des Mines.</li> </ul>

<p>Du 19 mars au 1<sup>er</sup> avril 2006</p>	<p><b>Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI PAMS – niveau 2</b></p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la mise en œuvre dans le MSEGUI, du module « Ressources Emplois » et l'établissement des Tableaux Ressources Emplois (TRE) de base pour l'année 2003, construite à partir des données de la comptabilité nationale préparées par la Division Comptabilité Nationale ;</li> <li>L'adjonction au TRE d'une grille de passage pour ventiler les revenus primaires entre les différents groupes socioéconomiques conformément à la nomenclature de l'EIBEP ;</li> <li>Organiser deux ateliers pour présenter et appliquer les instruments au cours de travaux pratiques de simulation.</li> </ul>	
<p>Du 24 au 28 octobre 2005</p>	<p><b>Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à la préparation de la deuxième phase de la SRP en Guinée, surtout dans le domaine de la gouvernance ;</li> <li>Renforcer les connaissances des participants relatives aux rapports entre la pauvreté d'un côté, et la gouvernance et les capacités des pouvoirs publics de l'autre, et ;</li> <li>Définir les possibilités d'opérationnalisation des principes de la bonne gouvernance dans le cadre du DSRP 2.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les forces et faiblesses de la SRP dans le domaine de gouvernance ;</li> <li>Les problèmes existant dans les secteurs focaux ;</li> <li>Les principaux objectifs à réaliser dans les secteurs focaux ;</li> <li>Les indicateurs de suivi de la gouvernance ;</li> <li>Les principales caractéristiques de la « bonne gouvernance » ;</li> <li>Les questions clés à soumettre à l'évaluation de la première phase de la SRP, et</li> <li>Les aspects transversaux (genre, VIH/SIDA et environnement).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les 22 membres du groupe thématique « Gouvernance » ;</li> <li>11 membres de la commission « Gouvernance » du groupe thématique « Suivi Evaluation » ;</li> <li>des ONG qui interviennent dans le domaine de la « Gouvernance » ;</li> <li>des journaux, des organisations professionnelles ;</li> <li>etc.</li> </ul>

<p>11 au 15 décembre 2006 à Labé</p>	<p><b>Développement Economique Local 1</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduire aux participants issus aussi bien de l'administration publique que du secteur privé et de la société civile les notions de base de l'approche DEL.</li> <li>• Le renforcement de la confiance entre les principaux entre les principaux acteurs économiques des 5 préfectures de la région de Labé, en vue de promouvoir l'initiation d'un processus de développement économique local.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction à l'approche DEL ;</li> <li>• Analyse de la situation SEPO de la région et des préfectures ;</li> <li>• Les avantages concurrentiels des entreprises locales ;</li> <li>• L'analyse des groupes cibles ;</li> <li>• Rôle des divers acteurs (Etat, OSC et opérateurs économiques) dans le développement économique local ;</li> <li>• Les cartes de perception : la chaîne de valorisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agents de l'administration publique ;</li> <li>• Organisation de la société civile ;</li> <li>• Opérateurs économiques des préfectures.</li> </ul>
	<p><b>Développement Economique Local 2</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Permettre aux participants d'approfondir leur connaissance de l'approche DEL, ainsi que les outils et méthodes y afférents ;</li> <li>• Renforcer d'avantage la confiance entre les principaux acteurs économiques des préfectures et de la région ;</li> <li>• Etablir un programme des activités DEL pour le mois à venir.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Situation dans la région est les 5 préfectures ;</li> <li>• Analyse du rôle de l'Etat dans la chaîne des valeurs ;</li> <li>• Avantages comparatifs et conditions cadre, politique, stratégies, plans et mécanismes de promotion ;</li> <li>• Climat des affaires (notions de base, instruments de suivi et d'évaluation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agents de l'administration publique ;</li> <li>• Organisation de la société civile ;</li> <li>• Opérateurs économiques des préfectures.</li> </ul>